

# CHOSES

12  
/  
07



# LIÈS



REVUE  
DE PRESSE

Décembre 07

PREVENTION SPECIALISEE

Eduquer dans la rue

SOCIETE

TRAVAIL SOCIAL

LEGISLATION

EMPLOI

LOGEMENT

SANTE

SCOLARITE

BIBLIO

BREVES

COUP DE COEUR

*Voilà donc une nouvelle année, avec peut-être l'impression d'avoir du mal à démarrer ?*

*Et si on commençait par flâner alors ? Avec des articles sur les banlieues par exemple. Non pas dans l'actualité, mais dans la réflexion : avec MM. Mucchielli, Roché, etc.. Ne vous privez pas d'entrer en douceur dans le vif du sujet.*

*Ensuite vous constaterez que nous avons « informé » toutes les rubriques de manière à dessiner au mieux les perspectives; cela complète notre numéro de décembre consacré à différents bilans. Ainsi la transition se fait, l'air de rien, vous y êtes.*

*En travail social des décrets d'application de la loi de prévention de la délinquance.*

*Et des choses passionnantes. On vous parle d'un « pacte d'alliance ». Nous vous recommandons cet article sur le couple complexe que forment travailleur social et usager ; des définitions encore oui, mais très pertinentes, de votre métier ; très tonique cette contribution à la réflexion sur les droits de l'autre... et les vôtres.*

*Ensuite deux textes sur la souffrance psychique ont retenu notre attention. L'un théorique sur les liens souffrance psychique / urgence sociale qui ne seraient pas si bien connus nous dit-on. Nous aimons cela, il faut qu'il y ait des angles morts pour stimuler la recherche et avoir encore de beaux articles. Le second est d'ordre pratique : des psychologues sur le terrain. L'interdisciplinaire est en route, loin des incantations, et ça marche. Allez voir.*

*Le logement comme toujours se taille une large place avec projet de loi, convention, accord : tâcher d'augmenter l'offre locative, la mixité, la mobilité. Et sur la question des sans-abri nous recommandons les conclusions de la conférence de consensus et leur ton « presque neuf ». En outre un contrat d'objectif est en route. Même si la pénurie est là, ça bouge.*

*Beaucoup d'autres choses bien sûr : les « nouveaux » indicateurs du chômage, instructifs. Le dossier *Minima sociaux* donne à voir les travailleurs pauvres, ces « impensés » comme les qualifiait il y a peu un bel article. Ramène bien sûr au Grenelle de l'insertion.*

*Un coup d'œil sur les revalorisations du début d'année et puis chacun construira son itinéraire.*

*Un mot enfin sur la réforme de l'Etat. On aurait pu penser qu'on s'y intéresserait peu dans ces pages. C'est une erreur : vous verrez que départements et régions sont très concernés...*

*Il nous reste juste la place pour vous présenter nos vœux : tous nos souhaits de bonheur bien sûr mais nous aimerions aussi pour tout le monde une année stimulante, riche en réflexions... et pourquoi pas même avec quelques réponses ?*

*Bonne lecture et à bientôt.*



L'addap13 est une association de Prévention Spécialisée conventionnée avec le Conseil Général des Bouches du Rhône

\*Contact : [genevieve.casanova@addap13.org](mailto:genevieve.casanova@addap13.org)

ASSOCIATION DEPARTEMENTALE POUR LE DEVELOPPEMENT DES ACTIONS DE PREVENTION

2, Boulevard Gustave Ganay - 13009 - MARSEILLE

Téléphone 04 91 71 80 00 / Télécopie 04 91 71 29 27 / Courriel : [addap13@addap13.org](mailto:addap13@addap13.org)



Coup d'envoi d'une vaste réforme de l'Etat + 1 rapport .....	p.04
Banlieues, jeunes et police, perspectives : éléments de réflexion .....	p.04
Revalorisations de différentes prestations au 1 <sup>er</sup> janvier 2008 .....	p.05
Pauvreté, précarité, exclusion : nos éléments .....	p.06
HALDE : 17 propositions pour mieux lutter contre les discriminations .....	p.06
Un rapport du Comité européen pour la prévention de la torture .....	p.07
Nouvelles en provenance et autour de la chancellerie .....	p.07
Dossier Etrangers .....	p.08



Flashes – A savoir – Flashes - A savoir – Flashes .....	p.09
Loi sur la prévention de la délinquance : des décrets ... et des réactions .....	p.10
Professionnels-usagers : un nécessaire pacte d'alliance .....	p.10
Souffrance psychique et urgence sociale : sortir de la pensée circulaire .....	p.10
Une parenthèse pour les parents et les enfants en crise .....	p.11
Aide alimentaire : autour de l'enquête Abena .....	p.11
Former par la recherche : une urgence .....	p.12
Dossier Signalétique : Actions Sociales et Prises de Positions relevées .....	p.12
Dossier Professions Sociales et Etablissements .....	p.13
Eléments sur le handicap .....	p.13



La loi relative à la maîtrise de l'immigration, l'intégration et l'asile (suite et fin) .....	p.14
Un choix parmi les textes parus .....	p.14



Chômage : infos .....	p.14
Informations du mois .....	p.15
Dossier Minima sociaux .....	p.15



Informations du mois ..... p.16  
 Question des sans abri : conférence de consensus et contrat d'objectifs en vue ..... p.17



Santé, précarité, politique de la ville : des éléments ..... p.18  
 Lutte contre le sida : actions et dépistage ..... p.18  
 Réductions des risques : « revirement de la MILDT ? » les assocs s'inquiètent ..... p.18



Classement de l'OCDE : la France en recul ..... p.19  
 M. Darcos présente ses pistes pour les mois à venir et autres informations ..... p.19



ASH des 30 novembre & 14-28 décembre 2007 ..... p.19



ASH du 30 novembre 2007 ..... p.20  
 ASH du 07 décembre 2007 ..... p.20  
 ASH du 14 décembre 2007 ..... p.20  
 ASH du 21 décembre 2007 ..... p.20  
 ASH du 28 décembre 2007 ..... p.21





## Annonces - Flashes

ASH – 21/12/07 – 07 335 - 11



*Pas beaucoup de choses mais celle-ci nous concerne alors nous avons maintenu la rubrique. A suivre.*

### Protection de l'enfance

**Mme Boutin** : écrit au Conseil national des ville de réfléchir « aux stratégies à mettre en œuvre pour [lui] donner une nouvelle impulsion »

Attend propositions dans domaines de : **éducation, emploi, renouvellement urbain et logement, tranquillité publique et santé**

Premiers recommandations attendues au 15/02/08

**A noter** : l'ANRU a un nouveau site sur [www.anru.fr](http://www.anru.fr). présentation en 5 rubriques et des « brèves de quartiers » (journalistes, écrivains... donnent point de vue sur rénovation urbaine).

## Coup d'envoi d'une vaste réforme de l'Etat + 1 rapport

ASH – 14-21/12/07 – 07 335 - 11



*Même si cette réforme paraît lointaine il apparaît vite qu'elle concerne le champ du social; aussi avons-nous traité ces aspects-là. Se tenir informé des pistes envisagées qui renvoient d'ailleurs à de multiples rapport déjà traités et à des constats de tous les jours. Pour autant les préconisations ne sont pas du goût de tout le monde. Préfigure débats futurs, c'est donc à suivre.*

97 scénarios de réforme avalisés le 12/12 par le Conseil de modernisation des politiques publiques (membres du gouvernement et du comité de suivi + équipes d'audit)

### 1. Réorganisation des services de l'Etat

#### Niveau régional

**Deviendra le niveau de droit commun de pilotage des politiques publique de l'Etat**

Fusion prévue entre différents directions et services régionaux de l'Etat et soumission hiérarchique des préfets de département au préfet de région

#### Niveau départemental

**Modernisation, « réorganisation des missions, en fonction**

des besoins dans la mise en œuvre des politiques publiques » et pour une « **organisation de l'Etat plus lisible et plus simple** »

### Administrations centrales

**Réduites et concentrées sur leur rôle** : concevoir politiques publiques et contrôler leur exécution

### 2. Administrations « recentrées » sur le cœur de leurs missions

« Source de plus grande qualité et d'économies ».

Ministère de la Justice fait partie de la 1° vague avec généralisation « commissions précontentieuses dans les ministères » : réduire demande adressée à la justice administrative

Des procédures plus modernes

### 3. Procédures plus modernes

Ministère de l'immigration fait partie des audités : préconisations pour éviter doublons, économiser...

### Prochain Conseil de modernisation en mai 2008

Ensemble des réformes dans projet finances portant sur 2009 / 10 & 11

Le rapport Lambert prône compétences plus claires entre différents niveaux d'administration

Enchevêtrements avec pertes de temps, d'argent...

**Propose clarification** Etat / Régions / Départements notamment en matière de solidarité et formation pro

### Pour les départements

**Action sociale** : transférer hébergement d'urgence

**Insertion pro des jeunes** : supprimer Fonds Insertion (Etat), et transférer structures IAE.

**Mettre fin au double dispositif d'insertion pour bénéficiaires minima sociaux** : CG pour Rmistes & Etat pour les autres. Source d'inefficacité.

**Préconise** confier l'ensemble aux départements ;

+ s'interroger sur transfert de tous les minima

**Handicap/dépendance** : unifier compétences Dpts

### Pour les régions

**Formation professionnelle** : unifier compétences régions ; transfert actions c/ publics spécifiques (illettrisme, handicap...) + VAE

**1° Ministre** : le gouvernement va engager une concertation avec collectivités territoriales

Dispo sur [www.premier-ministre.gouv.fr](http://www.premier-ministre.gouv.fr)

**A noter** : Syndicat national Inspecteurs action sanitaire et sociale (SNIASS) met en garde contre « risques générés » par certains choix politiques ; exprime son attachement au rôle pilote de l'Etat

### Réactions et critiques ADF & Uccas

Même si certains constats sont partagés : confusion, superpositions compétences, inflation dépenses...

**ADF** : met en garde contre un désengagement de l'Etat. **II « doit rester n échelon de proximité dans l'organisation des services publics »**

**Uccas** : s'insurge contre « conclusions hâtives » du rapport qui envisage la suppression de l'action sociale facultative des communes, ou sa soumission « aux orientations » des schémas départementaux

Les deux regrettent une insuffisance de consultation

Attendent prochaine conférence nationale exécutifs

## Banlieues, jeunes et police, perspectives : éléments de réflexion

Le Monde – 10/12/07 – 07 332 – 11

Lien social n° 864 – 06/12/07 – 07 332 – 11

ASH Mag 11-12/07 – 07 332 – 11

ASH – 07/12/07 – 07 332 - 11



*Des arguments, connus ou moins, mais qui*

peuvent être utiles. Entendez ce leitmotiv : il n'y a pas de définition, il n'y a pas de diagnostic; nous ajouterons ce que nous lisons souvent il n'y a pas de bilan et les lois néanmoins se succèdent... Comment avancer ainsi? Les propositions du CNV sont d'ailleurs le reflet de ces lacunes. A vous de voir.

#### « Les bandes de banlieue incarnent le danger social »

Entretien : M. M. Mohammed, sociologue CNRS

« L'intensité des violences de Villiers-le-Bel a marqué psychologiquement les policiers »

On peut s'intéresser aux auteurs des coups de feu mais c'est insuffisant et on peut s'interroger sur le **lien intensité des violences / sentiment d'impasse**

Il y a des colères et des demandes de changements **sur trois aspects « bloqués »** : situations sociales et économiques, regard porté par la société et certaines pratiques policières.

« **L'immobilisme nourrit une surenchère [qui] favorise les durcissements** »

**Historiquement les groupes de jeunes ont toujours fait peur** : déjà au Moyen-âge. Puis « la condamnation morale des bandes était très forte au début du XX » (les « Apaches »). Idem pour les « blousons noirs » 1950-60

Aujourd'hui ce sont **les bandes de banlieue qui « matérialisent l'insécurité »**

« **Il y a toujours eu des regroupements de jeunes** avec caractère conflictuel ou transgressif. **Mais cet objet social n'a jamais été défini précisément** »

Simple groupe ou bande sur modèle de gangs, flou : « **les bandes sont à la fois une réalité et une représentation. La première est rarement à la hauteur de la seconde** »

Le regroupement par affinités n'est pas spécifique aux banlieues mais **dans les quartiers la bande remplit des fonctions importantes** : visibilité pour des jeunes qui se sentent invisibles, histoire, pouvoir (la personne en face change de trottoir) pour des individus qui s'en sentent privés, sorte de vengeance sur la société.

**Elle nourrit des peurs et se nourrit des peurs.** Cette hostilité est un facteur de cohésion interne nécessaire à la survie de ces bandes qui ont une tendance au conflit interne. Et la police « malheureusement dans le jeu », registre du viril.

Enfin **la bande protège** dans un univers où on règle les choses par la violence.

#### Jeunes et police : comment sortir de la logique de l'affrontement ?

Entretien : M. Roché, CNRS

La police est montrée du doigt dès qu'elle est impliquée : Clichy-sous-Bois, Villiers-le-Bel...

« **Les comportements des jeunes et ceux de la police forment une spirale** » : policiers ont peur pour leur sécurité et n'ont pas tort. Il sont habillés comme des militaires, pas favorable à de bonnes relations : on parle de drones, etc.. **plutôt logique de guerre que de confiance retrouvée**

**Et puis il y a eu « la culture du résultat »** : multiplication PV, interpellations et contrôles d'identité. **Ce sont des « rencontres hostiles » : il n'y a plus beaucoup d'occasions de contacts positifs entre la population et la police** », regroupée dans de grands hôtels de police sécurisés

C'est clair, les jeunes sont agressifs et les policiers se font caillasser, injurier... on a l'impression que la course à l'armement est engagée.

Les jeunes trouvent là l'adrénaline que suppose toute prise de risque et s'y font une réputation alors qu'ils n'ont pas de statut social / économique.

L'expression d'une rage : « **il y a une dimension sociale au pb mais rien qui ressemble à un mouvement social. Et c'est bien la question. Il n'y a pas en France de mouvement social dans les banlieues** »

**A noter l'UNSA** (Syndicat police) : souligne pbs encadrement et affectation des jeunes policiers ; demande « ouverture de

commissariats de quartiers » pour que l'apparition de la police cesse d'être perçue « comme « une violation de territoire », qu'il y ait un « contact de proximité »

« **Nous nous opposons au discours du tout prévention mais aussi au tout répressif, il faut associer les deux !** »

#### Retour du bâton

Entretien : M. Mucchielli, sociologue CNRS

Période de plus en plus « **mais sans avoir une claire idée de ce que sont exactement les pbs de délinquance** » contre lesquels il faut lutter.

Policiers incités à « **faire du chiffre** » : pousse à traiter ce qui est « rentable », violences même bénignes mais dont on connaît l'auteur par ex. au lieu de pouvoir enquêter. On voudrait que les magistrats traitent tout et contrôler leurs décisions.

**Cela « au nom d'une situation qui serait dramatique et au nom du volontarisme politique » Or le diagnostic n'existe pas.**

*Quel rôle jouent les médias ?*

Les journalistes n'ont pas le temps en général de faire de vraies enquêtes : **ils commentent, sans véritable analyse et cela renforce la peur par manque d'explication.**

De plus ils dépendent de l'actualité, en l'occurrence les **faits divers qui « ne sont pas représentatifs de la vie quotidienne »** et cela aussi renforce la peur

*Loi prévention délinquance change problématique des travailleurs sociaux. Votre regard ?*

Avant même cette question j'y vois une « énième réforme de la justice des mineurs » un durcissement judiciaire : « **recentrage sur les actes délinquants au détriment de la recherche d'infos sur les personnes** » et un nouvel accroissement de la moralisation / pénalisation des familles

**Confusion dans les rôles, menace sur la confiance dans les partenariats.**

#### Perspective bibliographique

**MM. Mucchielli et Mohammed** ont codirigé « *Les bandes de jeunes des Blousons noirs à nos jours* », à paraître aux Ed. La Découverte

Vous en avez ici quelques aperçus

**Le Conseil national des villes propose plusieurs pistes de réforme en matière solidarité urbaine**

Avis sur dotation DSU-CS : a permis en 3 ans de rattraper et conduire programmes urbains sociaux

**Mais** « n'a pas permis de résoudre pbs structurels liés à l'organisation durable des péréquations financières et des solidarités entre les territoires »

Propose de poursuivre ajustements mais « **le traitement de ces inégalités ne saurait trouver de solution au moyen de la seule DSU-CS** »

Propose « **une évolution plus fondamentale de l'organisation des péréquations** » :

Moderniser la DSU-CS (mieux la cibler), relancer chantier fiscalité locale, mieux cordonner solidarité financières et territoriales, actualiser régulièrement la géographie prioritaire de la politique de la ville

[www.ville.gouv.fr/politique-de-la-ville/conseil-national-des-villes-avis.htm](http://www.ville.gouv.fr/politique-de-la-ville/conseil-national-des-villes-avis.htm)

#### Revalorisations de différentes prestations au 1<sup>er</sup> janvier 2008

ASH – 28/12/07 & 04/01/08 – 07 348 - 11



*Ces infos ainsi regroupées donnent une idée meilleure que réparties dans leur rubriques respectives; certains décrets restent à*

paraître.

### Le RMI augmente de 1,6 % au 1<sup>er</sup> janvier 08

- 447,91 € pour 1 personne seule
- 671,87 € pour 1 couple

### L'aide exceptionnelle de fin d'année versée à certains bénéficiaires minima sociaux reconduite

Décret n° 07-1940 du 26/12/07, J.O. 30/12/07

Dite « prime de Noël », elle est attribuée bénéficiaires du RMI et aussi du RSA

Montant inchangé de 152,45 € (personne seule)

### Montant et plafonds de ressources de l'AAH au 1<sup>er</sup> janvier 2008

Montant revalorisé de 1,1 % ; passe à 628,10 €

Pour 1 personne seule, plafond de ressources = 7 537,20 (en 2007)

### Les prestations familiales au 1<sup>er</sup> janvier 2008

Décrets 07-1755&1802- 13/12&13/0 - JO 15/12&10/07

**BMAF revalorisée de 1,1 %** : cette base mensuelle de calcul sert à déterminer la plupart des prestations familiales.

En revanche les plafonds de ressources ne changent, ils ont été revus en juillet (cf. décrets)

### Logement

### Les allocations de logement augmentent de 2,76% au 1<sup>er</sup> janvier 2008.....

Décret 07-1906 & arrêté - 26/12/07, J.O. 30/12/07

**C/ ALF & ALS**, tous secteurs confondus (locatif, accession et foyer)

Augmentation indexée pour la 1<sup>re</sup> fois sur l'indice de référence des loyers (loi DALO).

Les textes revalorisant l'APL dans les mêmes proportions sont en attente

**Participation mensuelle minimale à la dépense de logement** (secteur locatif) : passe de 30 à 31 €

**Seuil au-dessous duquel ALS & ALF ne sont pas versées : reste fixé à 15**

.... Contrairement à l'ALT dont les montants ne sont toujours pas revalorisés

Arrêté du 27/12/07, J.O. du 30/12/07

La dernière revalorisation remonte à 2004...

## Pauvreté, précarité, exclusion : nos éléments

ASH – 07-14-28/12/07 – 07 326 - 11



*L'EAPN décidément bien présent dans ce dossier ; nous aimons les initiatives concrètes qui mettent en œuvre droits des usagers, et parole des personnes etc. du concret. On dit que ça marche !!!... A lire.*

« Prendre en compte l'expertise des personnes en situation de pauvreté »

Entretien avec Pdt EAPN France

Directeur programmes Fondation Armée du Salut sur la démarche d'échange

sur le Plan national d'action pour l'inclusion

Dans le cadre d'un appel à projet de la Commission sur la sensibilisation au PNAI des personnes en situation de pauvreté

Texte reprend politiques gouvernementales et c'est aussi un outil européen : important de le montrer

**PNAI décrypté par un comité** : 3 personnes précaires et 3 acteurs sociaux et reformulé (texte validé par DGAS et CNLE)

A fait l'objet de constats et propositions, un site Wiki a été ouvert + 3 groupes travail mis en place

Quelles conclusions ?

« Dès qu'il est compris, un dispositif peut être amendé de façon pertinente par les personnes auxquelles il s'adresse » On y gagnerait en rapidité et efficacité mais accepter cette expertise demande un changement des pratiques et les plus grandes réticences sont au niveau des intermédiaires

Les personnes précaires ont surtout contesté le manque de lisibilité et l'aspect mille-feuilles, elles demandent plus de clarté et de cohérence

Conclusions seront remises au CNLE et à la DGAS

Nous souhaitons que des personnes précaires soient présentes dans les instances

**A noter** : prochains thèmes de travail du Collectif Alerte (Cf. Emploi). Lutte contre pauvreté et « modalités d'implication des personnes en difficulté dans la construction des solutions »

## L'Unccas s'engage à renforcer l'analyse de la pauvreté sur le plan local

Le Haut Commissariat aux solidarités contre la pauvreté et l'Unccas ont signé une convention pour évaluer les pratiques locales à travers 2 études

« Les aides financières facultatives peuvent représenter jusqu'à 20 % des ressources de certains ménages. » Conditions de leur attribution, répartition, et nature sont peu étudiées

1. analyse pauvreté dans 3 départements pilotes (grâce à l'outil « Vigie » proposé aux adhérents)

2. enquête approfondie auprès de 20 CCAS-CIAS ayant fait évoluer leurs critères d'attribution. De plus de plus de travailleurs pauvres sont concernés

## Forte hausse des prix en novembre

Augmentation de 0,5 % par rapport au mois précédent et de 2,4 % en un an. (avis au JO 15/12)

« Une telle évolution n'avait pas été atteinte depuis août 2004 » (Insee)

## Europe

**EAPN lance une campagne pour un « revenu minimum adéquat »**

Ce type de mécanismes existe dans 24 pays de l'UE sur 27 et présentent souvent des faiblesses

Exclusion de certains groupes (âge, nationalité...), complexité, montants insuffisants et image négative

Profite de la consultation ouverte par Commission sur l'inclusion active pour appeler à garantir ce « droit essentiel ».-

<http://www.eapn.org>

## HALDE : 17 propositions pour mieux lutter contre les discriminations

ASH – 21-28/12/07 – 07 342 - 11

Le Monde – 19/12/07 – 07 342 – 11



*C'est essentiellement à suivre.*

**Avis du 17/12** dans le cadre du bilan de l'année européenne de l'égalité des chances

« Il ne suffit pas d'exprimer des intentions, il faut prendre des mesures concrètes »

Entreprises

Intégrer dans le **bilan social** un chapitre sur les actions contre les discriminations ; améliorer la transparence **processus de recrutement**. Regrette que le CV anonyme soit « insuffisamment utilisé »

**Accès au logement en général**

Développer info « systématique » des citoyens sur droit et recours existants en cas de discrimination

### Attributions logements sociaux

Harmoniser les procédures de présélection

### Engager réflexion sur l'encadrement des enquêtes sociales (garantir sérieux et objectivité)

Plusieurs constats de non prise en compte de la situation de handicap comme critère prioritaire : appelle le gouvernement à corriger ce pb.

### Education

Continuer efforts : **améliorer scolarisation enfants handicapés** en milieu ordinaire

**Question des refus de scolarisation** opposés à des enfants de gens du voyage ; évaluer le taux de scolarisation de cette population et rappeler le **droit de chaque enfant** résidant sur territoire communal à être scolarisé

Engager un **travail systématique d'élimination des stéréotypes dans les manuels scolaires** »

[www.halde.fr](http://www.halde.fr), rubrique « toute l'actualité »

### A noter des annonces

**Mme Dati** : « **Pour lutter contre les discriminations (...) il faut aller sur le terrain** »

Dans le cadre création de pôles anti-discriminations dans les TGI, signature de conventions-cadres avec LICRA et SOS Racisme : les assoc doivent identifier discriminations, favoriser dépôts de plainte, mettre en œuvre mesures alternatives aux poursuites, accompagner victimes et animer formations – Financement ministère justice

**M. Bertrand** : a présenté le 19/12 en conseil des ministres un projet de loi visant à s'adapter au droit communautaire en matière d'égalité

Traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ; en matière d'emploi et travail ; entre hommes et femmes (emploi, formation, travail) ; entre hommes et femmes dans l'accès et la fourniture de biens et services

## La psychiatrie pénitentiaire et la surpopulation carcérale, au centre des préoccupations du Comité européen pour la prévention de la torture

ASH – 21/12/07 – 07 343 - 11

Le Monde – 07/12/07 – 07 343 – 11



*Très intéressant en ce qu'il dépasse le cadre de la prison ; souligne par ailleurs des choses souvent traitées ici. A voir à leur prochaine visite ? On aimerait être plus optimiste.*

### « Traitements inhumains et dégradants »

**Visites 2006** : établissements des forces de l'ordre, ZAPI n° 3 (Roissy), 3 CRA, 7 lieux de détention ministère Justice et 2 établissements ministère Santé

### Centres rétention administrative

Recommande **réduction de la violence** (personnels surveillance et escortes) et amélioration conditions

**Revoir les normes sanitaires** : examen médical à l'arrivée et temps de présence psychiatrique

**Démarches pour demande d'asile** « parsemées d'embûches » : invite à augmenter délai dépôt (10 j)

**ZAPI n° 3** : renforcer temps de présence ANAFE

**Garantir effectivité système protection** mineurs non accompagnés (administrateurs ad hoc)

### Centres éducatifs fermés

Souligne importance du choix du personnel, de sa mobilité et sa formation sur la gestion des incidents violents

Recommande consigner dans registre centralisé tous les éléments de procédure disciplinaire

### Etablissements pénitentiaires

En appelle à « **l'adoption rapide d'une loi qui intégrerait les normes européennes** »

**Surpopulation** : « moins dramatique qu'en 03 mais aggravée par nb croissant de peines toujours plus lourdes » ; des efforts (alternatives à l'emprisonnement) mais « dans l'ensemble de faible envergure » Recommande une « **stratégie contre le surpeuplement carcéral** » (+ 62 000 détenus au 01/12/07, plus haut niveau depuis juillet 2004)

**Placement à l'isolement**: prévu pour 3 mois mais « fréquemment une mesure de longue –voire très longue – durée » ; demande réexamen trimestriel

Régime **détenus particulièrement signalés (DPS)** : demande « révision fondamentale » des conditions (avec garanties de recours)

S'alarme : de « **l'état dramatique (...) psychiatrie pénitentiaire en France** » ; délais jusqu'à une semaine pour une hospitalisation d'office parfois impossible (et détenus à l'isolement Moulins). En conséquence souhaite recevoir infos sur la stratégie à court et moyen terme pour y remédier

<http://cpt.coe.int/fr>

**Le gouvernement** : juge « bien excessif l'emploi du terme « état dramatique » mais reconnaît que « **la France ne dispose pas actuellement d'un dispositif complet d'accueil des détenus souffrant de troubles psychiatriques** ». Plan en cours de 17 UHSA devrait y remédier.

## Nouvelles en provenance et autour de la chancellerie

ASH - 30/11 & 14-21-28/12/07 – 07 313 – 11

Le Monde – 15-25/12/07 – 07 313 - 11



*La loi pénitentiaire se peaufine : là il y aura débats bien sûr mais surtout attente sur des moyens et longs termes. Il suffit pour s'en persuader de lire l'article précédent. Les enjeux et pbs sont de taille. Dans ce contexte ou pas les difficultés de financement de l'OIP ? A chacun de s'en faire une idée. Et consacrez un peu de votre temps aux décisions du conseil d'Etat : c'est ainsi que les choses avancent. Nous y croyons.*

**Les bureaux de l'exécution des peines pour les mineurs ont été généralisés**

Circ. n° JUSA07 000 89 C – 30/03/07 à paraître

**Un BEX** pour mineurs est un service spécialisé du greffe du tribunal pour enfants. PJJ & SPIP doivent participer étroitement à son fonctionnement

Expliquer au mineur les contenu et portée de la décision et engager première étape de l'exécution des mesures sanctions ou peines

Si mineur déjà pris en charge par PJJ entretien par éducateur référent, sinon éducateur de permanence

**SNPES-PJJ** : craint un risque pour la spécificité prise en charge des mineurs.

### Loi pénitentiaire

#### Dernières propositions comité d'orientation

Inscrire dans le code pénal que « **la privation de liberté doit être considérée comme une sanction de dernier recours** »

Demande mise en œuvre **encellulement individuel « sans nouveau moratoire »** et création **procédure « alerte surpopulation »** (prévenir autorités)

D'avantage d'**alternatives à enfermement et aménagements de peine** : les rendre possibles pour toutes peines < 2 ans (au lieu d'1) et systématiques dans les 3 derniers mois de détention de ces peines

**Santé : refuse « secret partagé »** entre médecins et administration pénitentiaire (possible communiquer éléments nécessaires gestion détention)

**Citoyenneté** : faciliter le vote

**Renforcer formation des professionnels**

« **Intensification et ouverture à disciplines nouvelles** » (+ socle commun à tous) : sciences humaines, droit, éthique... et formation continue.

**Mettre l'accent sur l'insertion des détenus**

Recommande **création Conseil départemental d'insertion** (coordination) et **confier aux régions** gestion et pilotage des formations (proximité)

**Handicap et maladie mentale**

**Devront être pris en compte** : « affectation en établissement adapté ou aménagements cellule »

**Mme Dati** : prévoit 1 cellule pour accueil personne handicapée par tranche de 150 cellules et traitement suivi médical systématiques pour personnes souffrant de troubles mentaux

Dispo sur [www.justice.gouv.fr](http://www.justice.gouv.fr)

**Réactions**

**FSU** : « débats riches » ; propositions vont dans le sens . Avancées sur droits des détenus mais manque d'ambition (alternatives incarcération, encellulement individuel...)

**CGT** : plus réservée / **OIP** : mesures insuffisantes

**Une réaction au projet de loi relatif à la rétention de sûreté aux irresponsables pénaux**

**Syndicat Magistrature** : craint un « mécanisme d'enfermement dépourvu de garanties réelles (...) **une dangereuse confusion entre maladie mentale et délinquance** » et dénonce « atteinte au principe du procès équitable » (comparution non obligatoire à l'audience qui statuera)

Le non-respect des mesures de sûreté éventuelles peut entraîner une peine d'emprisonnement : « **pour le moins paradoxal de prévoir sanctions pénales pour une personne déclarée... pénalement irresponsable** »

**L'OIP interpelle le gouvernement sur ses financements**

Demande à Mmes Boutin et Yade & MM Hirsch et Kouchner d'interpeller le 1<sup>er</sup> ministre sur le non-renouvellement de subvention annuelle (10 000 €) versée par Matignon.

L'OIP, membre de la CNCDH, perçoit cette subvention depuis 99 (ligne « droits de l'homme »)

13 702 € en 2002, puis 10 000 en 2003

Supprimée cette année: « contraintes budgétaires, concerne aussi d'autres assocs » (Matignon)

**OIP** : « une décision politique »

En outre la subvention MILD (40 000 €) n'est pas versée non plus et une demande de RDV (pb de dossier) du mois d'août est restée sans réponse.

**Le Conseil d'Etat renforce le contrôle exercé par le juge administratif sur la situation des détenus**

Arrêtés 290420 / 290730 / 306432 du 14/12/07

**Pour savoir si les décisions prises par l'administration pénitentiaire à l'égard des détenus sont ou non susceptibles de recours pour excès de pouvoir, il convient d'apprécier leur nature ainsi que l'importance de leurs effets sur la situation de ces derniers.**

Déclassement d'emploi, changement d'affectation et placement sous « rotation de sécurité » sont susceptibles de recours pour excès de pouvoir

[www.conseil-etat.fr](http://www.conseil-etat.fr)

**Volet réglementaire**

\*Infractions commises par les majeurs protégés : les nouvelles règles de procédure

Décret n° 07-1658 du 23/11/07, J.O. 25/11/07

Fait suite loi 2007 réformant protection juridique

Précise entre autres modalités et conditions de l'expertise médicale afin d'évaluer responsabilité pénale au moment des faits

\* **PJJ : structuration juridique établissements et services du secteur public**

Décret n° 07-1573 du 06/11/07, J.O. 08/11/07

Attendu depuis 2004, il définit les catégories d'établissements et services et leurs missions, détaille règles de création, organisation, contrôle...

---

## Dossier Etrangers

ASH-30/11+07-14-21-28/12/07 + 04/01/08– 07 321

Le Monde – 14-29/12/07– 07 321



*Les données disponibles sur l'immigration laissent un peu rêveurs, tant sur la proportion du regroupement familial que sur la proportion globale des motifs de délivrance de titres de séjour : c'est à lire absolument. A suivre, avec les nouvelles mesures en place. Croisement entre législation sur les étrangers et travail social : à lire bien sûr.*

**88 % des nouveaux migrants ont un titre de séjour lié à un motif familial**

**1<sup>er</sup> étude** sur trajectoire des personnes ayant obtenu titre de séjour de 1 à 10 ans et ayant vocation à s'installer durablement.

**En 2006 120 000** dans ce cas : l'enquête porte sur les 60 000 + 18 ans éligibles au CAI (2<sup>e</sup> sem. 06).

**Jeunes** : répartis de 18 à 44 ans ; 9 % seulement 45 ou plus.

**54 % de femmes, 70 % sont mariés et 45 % vivent avec un enfant au moins** (6 % vivent seuls)

**43 % Maghreb** (dont 50 % Algérie), 27 % reste de l'Afrique, 10 % Asie, 5 % Amérique latine, 6 % Turquie et 5 % anciennes républiques soviétiques

**41 % : conjoints de Français**

**32 % : liens personnels, familiaux avec la France**

**11 % au titre du regroupement familial**

8 % réfugiés et familles & 4 % résidant depuis plus de 10 ans

Les conjoints de Français sont plus nombreux à avoir un emploi ; 44 % de ceux qui travaillent disent chercher un autre emploi.

DREES – E&R n° 612 – [www.sante.gouv.fr](http://www.sante.gouv.fr)

**Immigration économique**

**Les métiers sous tension ouverts aux étrangers sont connus** (cf. notre numéro de novembre)

Circ. n° NOR IMIN0700011C du 20/12/07

Issu de la loi du 24/07/2006

**1. Liste pour ressortissants des 10 nouveaux Etats membres UE : 150 métiers** (sans que la situation de l'emploi leur soit opposable.)

**Pour beaucoup peu qualifiés** représentent 40 % du total des offres d'emploi ANPE 2006

**2. Liste pour ressortissants pays hors UE** : « En application principe de préférence communautaire plus restreinte » que l'autre

**30 métiers qualifiés** (exigeant pour la plupart des diplômes universitaires) dont 6 seulement valent pour l'ensemble des régions métropole.

**R ressortissants algériens et tunisiens** : régis par accords spécifiques ; « pourront accéder aux emplois ouverts mais la situation de l'emploi pourra toujours leur être opposé » (ministère)

**Pourra être complétée** par « accords bilatéraux de gestion concertée des flux » (Voir novembre)

**Ces listes permettront** mise en œuvre procédure **régularisation exceptionnelle** de clandestins travaillant dans secteurs en tension (loi 07, amendement Lefebvre)

#### Réactions

**La liste des métiers ouverts** ne correspond pas aux activités exercées par les personnes en situation irrégulière : les assocs ne pensent plus que l'amendement Lefebvre ait beaucoup de résultats

**FDTA** : « va couper une grande partie des non-communautaires d'une possibilité régularisation »

**GISTI** : souligne la confusion à venir « les listes par régions vont constamment évoluer. »

**Le GISTI compte saisir la HALDE** : inégalité de traitement que représente le fait d'avoir 2 listes

**Les critères d'attribution de la carte de séjour « compétence et talents » enfin définis**

*Délib. 11/12/07 de la Commission, JO 28/12/04*

**Délivrée « en principe »** pour réalisation projet professionnels : activité salariée ou indépendante..

**Seront privilégiés** projets débouchant sur création ou sauvegarde d'au 2 emplois

Carte de séjour de fait réservée à des personnes très qualifiées (bac + 3 sauf sportifs et artistes)

**Objectif** : délivrance de 2 000 cartes en 2008

**VIH/sida : les grands axes de prise en charge des migrants et des étrangers en 2008.**

Poursuite du plan 04/06. Certains axes renforcés

**Identifier besoins** des publics originaires d'Asie ou d'Europe (centrale et Est) ; actions en direction des **migrants particulièrement vulnérables** (femmes, prostituées, détenus...) et **publics non scolarisés et précarisés**

Développer **formations** des professionnels santé

**Demandes titre de séjour** pour raison de santé : une des conditions est l'impossibilité d'accéder à une prise en charge dans le pays d'origine. Cf. circ. DGS/R12 n°07-383 - 23/10/07 BOSPSS 11- 15/12

**INPES** : livrets de santé bilingues dispos en 23 langues + version 08 guide Comede [www.inpes.fr](http://www.inpes.fr)

**L'ANAFE s'alarme des conditions de maintien dans les aéroports**

**Hébergement ZAPI 3 Roissy saturé** : au 31/12 246 personnes (capacité : 164) ; rétention en salles de transit des aéroports (150 au 28/12)

**ANAFE** : conditions précaires voire « inhumaines »

Dans son rapport elle alertait sur cette éventualité qui rend insuffisantes les 3 visites hebdo qu'elle est autorisée à faire (assistance juridique)

Dénonce conditions restrictives de ses visites en dehors ZAPI et durée de maintien dans ces espaces avant transfert en ZAPI

*Une France inaccessible – [www.anafe.org](http://www.anafe.org)*

**Mouvements de protestations dans les CRA**

Depuis mi-décembre en Seine-et-Marne puis à Paris-Vincennes contre « conditions indignes »

**RSF prévoit le 19/01** : « journée européenne de mobilisation contre les centres de rétention »

**FDTA** demande une mission d'information parlementaire (CRA + ZAPI)

**Interpellation de 2 salariées de FDTA**

Placées en garde à vue pour une affaire « d'aide au séjour irrégulier en bande organisée »

FDTA met à l'abri de jeunes étrangers en transit (dispositif protection enfance financement Etat) et leur fournit une attestation de suivi permettant leur hébergement, et mentionnant l'âge allégué. Le procureur estime qu'elles ont été délivrées « de façon très généreuse » ;

FDTA : la protection de l'enfance s'applique jusqu'à 21 ans

pour les jeunes en difficulté et l'aide au séjour n'est pas un délit en cas de danger pour la personne (loi 2003) et ne concerne pas les organismes humanitaires d'aide aux étrangers (Conseil constitutionnel). Fait circuler une pétition « contre la pénalisation du travail social », notamment signée par FNARS / SSAFE / LDH...

**« Accord de gestion concertée » avec le Bénin**

Comme pour Sénégal, Gabon et Congo, : immigration légale travail et étudiante, lutte comme l'immigration irrégulière et codéveloppement

**Axe fort de celui-ci** : aide au développement et appui aux actions migrants en faveur de leur pays

**Nomination : de M. Bas**, ancien ministre de la Santé à la tête du CA de l'ANAEM

**Suspension par le conseil d'Etat d'une circulaire relative aux PACS enregistrés à l'étranger**

*Ordonnance 18/12/07, n° 310837*

Invitait le personnel consulaire à s'assurer que « l'ordre public local ne prohibe pas la vie de couple hors mariage » et se réservait le droit de ne pas traiter la demande si l'un des deux partenaires n'était pas français, entachant par là le « principe d'égalité ». Le gouvernement a 1 mois pour revoir sa copie.

#### Europe

\* **La Commission publie 8 recommandations contre la discrimination des minorités ethniques, et notamment des Roms.**

*Communiqué IP/07/1833 du 03/12/07*

**Faire de leur insertion une priorité politique**, mobiliser les acteurs concernés ; éducation, emploi, santé, logement...

\* **Les chefs d'Etat et de gouvernement adoptent une feuille de route en matière d'immigration**

*Document 16616/07 du Conseil UE – 14/12/07*

Demandent aux ministres de « faire avancer » la question des droits des immigrés en situation régulière (socle commun de droits, procédure unique permis travail et séjour...) et celle de la lutte contre immigration clandestine (normes communes pour les politiques de retour)



**Flashes – A savoir – Flashes - A savoir -**

*ASH – 07/12/07 – 07 323 - 12*



*Des « petites » choses ne pouvant faire l'objet d'un long article mais pouvant se révéler d'une grande importance ... ou utilité à tout le moins. La loi prévention de la délinquance nous intéresse dans tous*

*ses aspects... Quant au secret professionnel expliqué par exemple. A aller voir.*

### **ANAS : le secret professionnel expliqué aux services de police ?**

ANAS avait interpellé ministère Intérieur à propos des pressions exercées sur travailleurs sociaux et s'est engagée à clarifier auprès de ces services ce que recouvre la notion de « secret professionnel »

<http://anas.travail-social.com/>.

L'ANAS s'associe par ailleurs à la pétition FDTA (voir *Société-dossier Etrangers*)

### **Loi sur la prévention de la délinquance : des décrets ... et des réactions**

ASH – 21/12/07 & 04/01/08 – 07 349 – 12

Le Monde – 04/01/08 – 07 349 - 12



*Voilà des décrets à nouveau ; une mesure à connaître, en verrez-vous beaucoup c'est une autre question mais il faut être informés. Quant au 2° décret, lisez mais vous ne serez pas surpris des inquiétudes de l'ANIT.*

#### **Délinquance des mineurs : les modalités d'application de la mesure d'activité de jour sont précisées**

Décret n° 07-1853–26/12/07 – J.O. 29/12/07

**Peut être prononcée** en matière correctionnelle par juge ou tribunal des enfants.

**Participation** du mineur à des activités d'insertion professionnelle ou scolaire.

**Auprès** personne morale droit public ou privé exerçant mission de service public ou assoc habilitée ou service PJJ auquel le mineur est confié

Objet et mise en œuvre de la mesure

**La mesure ne peut excéder 12 mois** et sa durée hebdomadaire ne peut dépasser 35 h

**Nature de l'activité fixée** en tenant compte de l'infraction, de l'âge et de la personnalité mais aussi des **obligations scolaires**.

**Si le mineur est scolarisé**, la mesure ne sera pas mise en œuvre pendant le temps des enseignements et travaux scolaires

**Si mineur 16 ans** en voie de déscolarisation, une convention individuelle sera établie

**Vérification** : comptes-rendus réguliers par la personne morale au juge des enfants (qu'il puisse juger de l'adaptation de la mesure au mineur)

**Début de la mesure** : le juge désigne un service ou établissement PJJ qui reçoit mineur avec ses représentants légaux ; explique objectifs de la mesure et conséquences de son non-respect.

+ **Rapport intermédiaire** au juge en cours de mesure et information sans délai si nécessaire

**Après la mesure** : service reçoit de nouveau le mineur et ses représentants pour établir bilan et un mois après la fin, rapport transmis au juge

Modalités sur habilitations et activités

**Le juge des enfants établit la liste** des activités après avis du procureur : liste révisée au moins une fois par an et si une personne morale habilitée veut faire inscrire une activité, elle la soumet au juge des enfants

#### **La loi de prévention de la délinquance a instauré des stages pour les usagers de drogues : inquiétudes de l'ANIT**

Décret n° 07-1388–26/09/07 – J.O. 28/09/07

Proposés par le procureur de la République, sur le modèle des stages de citoyenneté **devront être réalisés dans les 6 mois à partir de la condamnation et aux frais du condamné**

**MILDT** : le cahier des charges sera « rigoureux »

**ANIT** : inscrits dans une « **logique de maintien de l'ordre public** » et **non de santé publique**. Dans la mesure surtout où ces stages ne sont déclenchés qu'à partir d'une interpellation.

Laissent donc de côté d'entrée toute une population ; beaucoup de fumeurs restant à domicile

**Doublon** entre cette nouvelle sanction et les actions prévention précoce (conventions santé-justice) ?

**Païement par l'usager** : ne correspond pas au fonctionnement des institutions médico-sociales

### **Professionnels-usagers : nécessaire pacte d'alliance**

ASH - 30/11/07 – 07 311 - 12



*Nous aimons cette notion d'alliance ; différente de l'habituel accompagnement. L'occasion de définir le travail social et c'est bien... Une fois de plus nous nous disons que la prévention spécialisée est toujours au rendez-vous car enfin cette question de la proximité ne se pose même pas pour les éducateurs de rue. Elle EST le travail même.*

Mme Soonekindt, formatrice à Lille – Vauban

**Le rapport CSTS** (03/06) sur la place des usagers recense 3 grandes réactions face à la loi 2002 :

**On respectait déjà l'usager** : quel changement ?

**Elle apparaît comme un rappel à l'ordre** : mais l'écart est grand entre la volonté et les possibilités ; il faudrait faire évoluer conditions de travail.

**Elle consacre les droits des usagers** : rééquilibrage ou virage excessif (risque judiciarisation) ?

**Le CSTS** : discours légitimes mais il faut réfléchir à des pistes pour de nouvelles pratiques

Méthodologies fondées sur le contrat et non revues sur le fond depuis le RMI en 1988 ; alors que **sentiments d'abandon (public) et d'impuissance (travailleurs sociaux)** demandent une révision des outils : **éloignement « entre l'appréhension du monde des professionnels et celle des usagers »**

Là surgit cette notion « d'alliance »

**M. Belorgey** : postulat travail social « l'homme qu'on écoute (...) en prenant quoi qu'il arrive parti pour lui, sans prendre parti contre la société sinon dans la mesure où le faut, et pas au-delà de la mesure où elle le tolère »

**M. Ladsous** : l'alliance se situe dans l'espace entre **domination et la complicité**. Entre le conseil d'expert et sollicitude se négocie au cas par cas

**Pratiques d'alliance = résistance** à l'injustice sociale, ouverture d'espaces spécifiques (formuler projet, co-construire)

L'aide apportée par le travail social a été critiquée depuis ≈ 10 ans : trop catégorielle. **La proximité apparaît comme une réponse possible.**

Tout autant que l'on mesure bien ses implications. **Il s'agit de prendre en compte l'individu dans son environnement et se prendre en compte soi-même dans son environnement institutionnel...**

« Accueillir », « aller à la rencontre » font partie de cette posture de proximité.

L'environnement institutionnel doit garantir l'exercice professionnel : il faut des **règles « clairement énoncées, en adéquation avec moyens donnés et finalités du travail social »**

[carole.soonekindt@fupl.asso.fr](mailto:carole.soonekindt@fupl.asso.fr)

### **Souffrance psychique et urgence sociale : sortir de la pensée circulaire**

ASH – 14/12/07 – 07 334 – 12



*Remarquez d'entrée que les auteurs ne*

*sont ni psy ni travailleurs sociaux. On parle beaucoup de la montée en puissance des pbs psys. Ici on le confirme mais on dit pourquoi cette question reste si souvent sans solution : impensée disent-ils, alors que l'on pourrait croire que tout a été dit sur la dimensions psycho-sociale. Nous aimons. S'il reste à chercher, on peut trouver. Tonique et clair.*

**Par MM. d'Halluin et Yacine, respectivement**

#### **Docteurs en sociologie et en sciences politiques**

La confusion entre rôles des secteurs psychiatrique et médico-social nuit à la prise en charge des personnes précaires en souffrance psychique

**« La pauvreté tend à structurer l'ensemble des actions quotidiennes des populations précarisées (...) entraîne véritable construction identitaire, fruit de frustrations sociales et de souffrance »**

**Souffrance psycho-sociale** : ni pathologie classique ni strictement bornée aux conditions sociales

La souffrance psychique exprimée en dehors des lieux traditionnels (CMPP ...) pose le pb de la **multiplicité interventions** sanitaires et sociales

**On fait de la précarité la cause de pbs mentaux et en même temps on identifie dépression etc. comme cause de la précarité... Comment faire ?**

De 60 à 05 des textes organisent prise en charge des personnes en urgence sociale et en souffrance psychique, avec notion de partenariat et la loi de 98 contre les exclusions met en place les PRAPS

#### **Rôles des équipes psychiatriques**

Expertise médicale, soins thérapeutiques et aide aux intervenants de 1° ligne + production données stat

**Mais « cette dialectique santé mentale / conditions socio-économiques » est « impensée »**

3 Ecueils principaux

**« Confusion entre pbs psychiatriques et souffrance psychique »** : non pros peinent mal à distinguer ; travail de communication nécessaire

**Transfert prise en charge médico-sociale** de handicaps psychiques secondaires vers secteur psychiatrique, (pas toujours d'état pathologique)

**Conséquence** : demandes médico-sociales de soins médicaux face à la souffrance psychique poussent **secteur psychiatrique à remplir « fonctions sociales de régulation »** avant diagnostic et soins

Se pose le pb d'une clinique psycho-sociale

Eviter que demande d'aide / d'écoute se transforme en demande prise en charge par médecins

**Initiatives existent.** Sociologue assurant « consultations avancées » dans structures hébergement. Intervient auprès des publics et des équipes éducatives, développant partenariat (Arras)

**Une fois clarifiées les fonctions respectives**, on pourrait mutualiser les moyens et satisfaire la demande première et identifiée

Recherches-actions déterminant la « véritable nature des discours tenus » **par les différents acteurs sur lien santé mentale/précarité** permettraient de « fouiller » dans la pratiques de production de soins : **établir une approche éthique plus réaliste**

[cabinetgilbert@aol.com](mailto:cabinetgilbert@aol.com) ; [jlyacine@aol.com](mailto:jlyacine@aol.com)

## **Une parenthèse pour les parents et les enfants en crise**

ASH – 28/12/07 – 07 346 – 12



*A dépouiller ainsi la presse jour après jour nous acquérons la conviction que le fameux*

*lien entre travail social et secteur psy se fait, de lui-même, avec des initiatives, ici et là. Que cela plaise ou non ça marche, le public est là. Et chacun paraît bien conscient de son champ de compétences. Nous y croyons ; loin par ailleurs des incantations rituelles*

En 2000 4 psychologues créent *Parenthèse* Perpignan ; projet point écoute pour les parents. Lieu non médicalisé et gratuit, démarche « plus centrée sur le sujet que sur les symptômes »

**« Un espace où leur thèse puisse aussi se dire »,**

**Surprises et constats** : beaucoup de parents se disent victimes de violences de la part de leurs enfants, alarmés par grosse consommation de cannabis ; montée d'un mal-être (conduites à risque, TS ou scarifications) ; fuites via addictions nouvelles (comme l'ordinateur par ex)

**Autre surprise** : les jeunes (15/24) s'adressent à la structure ; en 2006 aussi nombreux que les parents

**« C'est important pour les jeunes de savoir que des parents sont reçus ici, car cela montre qu'on est en lien, qu'on n'existe pas tout seul »**

**Sont proposées** : consultations individuelles ou collectives et thérapies familiales si possible pour « relance et reprise d'élaboration psychique »

Au départ l'idée était de réorienter très vite mais en fait c'est difficile (+ manque de structures)

Pour favoriser les transversalités, l'assoc s'est insérée **au sein du Réseau Ado66** (créé en 2006) : permet de passer le relais là où elle ne peut pas intervenir (pédopsychiatrie, PJJ, EN, CG...)

**Le partenariat aussi pour « sortir »** : convention avec l'université, permanences dans la cité U

**Avec CS** : permanences psychologiques, groupes de paroles ou petits-déjeuners mensuels

Parfois les **logiques d'intervention** divergent et/ou **demandes ne correspondant pas** aux compétences de l'équipe. Tendance à considérer pbs comme des gens ayant réponse à tout (on demande débats sur le voile par ex. : « cela supposerait que nous sortions de notre position de neutralité bienveillante »)

**En 2004 l'assoc** a créé une consultation pour jeunes consommateurs de cannabis (dispositif MILDT) et l'institution judiciaire voulait qu'elle accueille une cellule évaluation : orientation pour les jeunes orientés par Procureur de la République. Aurait engendré confusion ; compromis a été trouvé

**Tendances : accroître l'accessibilité** et favoriser la **mixité sociale du public**, notamment envers les jeunes des quartiers les plus défavorisés ; ils ont du mal à venir. Une **écoute tél** est en place déjà.

**Beaucoup de sollicitations** : « faire attention à maintenir place prépondérante des consultations »

☎ 04 68 35 01 09

## **Aide alimentaire : autour de l'enquête Abena**

ASH – 21/12/07 – 07 340 - 12



*Allez consulter le lien peut s'avérer instructif. Sinon, c'est accablant car enfin il s'agit de manger, pas de loisirs... et si grande est la distorsion entre conception et résultats.*

### **Entretien avec Mme Castetbon, InVS**

Mme Versini (2003) avait demandé cette étude « Alimentation et état nutritionnel des bénéficiaires de l'aide alimentaire » et les structures souhaitaient connaître le profit de leurs

bénéficiaires

Réalisée en 04-05. Epidémiologie + comportements

**Bénéficiaires** : profils très divers mais plus 50 % d'hommes ou femmes seuls avec enfants

**Femmes** : 30 % obésité (2 fois + qu'en population générale » et beaucoup d'anémie

**Hommes** : 14 % ont un déficit en vitamine C (rare)

Alimentation déséquilibrée, manque fruits/légumes

En moyenne 2,6 € pour alimentation + aide al.

Grande dépendance vis-à-vis d'une aide assez fragile (s'arrête en général l'été) et qui ne touche que la grande pauvreté (pour y accéder le reste à vivre demandé est très bas – 3 à 6 €)

**Faite pour compléter l'achat d'autres produits et pas pour répondre à la totalité des besoins**

**DGAS** : mis en place 1 plan triennal d'amélioration de l'aide alimentaire : 2006-2008. Création jardins d'insertion, étude en cours pour récupérer invendus de Rungis... Et nous referons une étude dans 3 ans

**Beaucoup d'assoc** vont-au-delà aide alimentaire (réinsertion) mais 50 % fonctionnent sur dons privés et bénévolat.

Etude dispo sur [www.invs.sante.fr](http://www.invs.sante.fr)

---

## Former par la recherche : une urgence

ASH – 21/12/07 – 07 341 - 12



*Autant le dire nous avons élagué; mais tenu à signaler fil conducteur et références de cet article. On retrouve de plus en plus souvent cette demande et ici elle est formulée d'une manière assez originale, qui peut resservir nous semble-t-il.*

**Par Mme Simondi, doctorante sciences éducation, auparavant AS et formatrice**

**M. Drouard** parle de la posture du « praticien-chercheur » (*Former des professionnels par la recherche – L'Harmattan 2006*)

Je mettrais en tension efficacité sociale, construction de savoirs et développement personnel en parlant de « praticien-clinicien-chercheur »

**Praticien** : reste ancré dans la pratique du travail social et veut reprendre le pouvoir sur le sens de ses actes (cf. G. Mendel)

**Clinicien** : accompagne personnes et groupes (risque) et fait le travail de distanciation

**Chercheur** : veut rendre « plus intelligible l'opacité du réel » et conceptualiser les pratiques

**Il est urgent que les instituts de formation valorisent l'appropriation des savoirs par la recherche.** Dans le contexte de délitement du lien social et perte de sens du travail social.

Il faut passer à un enseignement multi référentiel et la reconnaissance des professionnels de terrain ne doit plus se faire « presque exclusivement » en termes de savoir-faire.

La réforme des diplômes favorisera-t-elle la recherche dans les nouveaux cursus (VAE etc..)

**Il ne s'agit pas seulement de former les travailleurs sociaux « à » la recherche mais « par » la recherche, et dès la formation initiale**

« Il y a dans l'acte de recherche un désir puissant de changement, de création et non pas seulement de réactualisation » (ce que font les professionnels qui sont « en » recherche)

La recherche permet de « construire les savoirs de pratique » mais aussi de construire « les savoirs de l'être ». Cette formation « par » la recherche inclut la distanciation qui sera nécessaire (travail sur soi)

**M. Drouard** : « il est temps d'accomplir cette révolution copernicienne : **savoirs et compétences ne s'acquièrent que par l'exercice, la recherche et l'expérimentation** » ; j'insiste sur le regard clinique (travail de réflexivité)

**Les savoirs du travail social doivent être conceptualisés par les travailleurs sociaux eux-mêmes, (sujets de leurs paroles et de leurs actes).**

Ne plus seulement réfléchir en termes de compétences et de référentiels et **s'impliquer dans la production de savoirs qui nous caractérisent**

[evelynsimondi@wanadoo.fr](mailto:evelynsimondi@wanadoo.fr)

---

## Dossier Signalétique : Actions Sociales et Prises de Positions relevées

ASH - 30/11 & 07-14-21/12/07 – 07 312 - 12



*Des tas de belles choses sur un quotidien bien difficile. Et ce qui nous plaît ce mois-ci c'est que se dessinent des manières de traiter les questions. Les Tsiganes relèvent-ils vraiment du droit commun, par exemple, ce n'est rien et c'est tout. Autonomie des handicapés moteurs, les AS de demain; franchement idéal pour un début d'année.*

**« Hors la rue », une assoc qui aide les jeunes Roumains à se reconstruire hors de la rue**

ASH du 30 novembre 2007 – pp. 35-36

Depuis 2002 à Paris cette équipe roumanophone (ES, philosophe...) repère les jeunes et propose accueil de jour, activités, suivi « **faire émerger l'envie d'adhérer à une alternative à l'errance** ».

250 à 300 enfants par an. Ne rien brusquer, prendre le temps de démêler les situations : faciliter accès à formation qualifiante (dans un contexte de plus en plus difficile) mais aussi mettre à l'abri ou signaler quand besoin est.

[www.horslarue.org](http://www.horslarue.org)

---

## Les Tsiganes, « éternels étrangers de l'intérieur » ?

ASH du 14 décembre 2007 – pp. 31-34

Rapport publié par la DGAS

Entretien avec 1 des auteurs, M. Robert

Décrit situation dont la spécificité est très ancienne et dont la prise en compte passe d'abord par un accès au droit commun. Insiste sur violence subie. Leur statut relève en grande partie de la loi de 1969 (progrès par rapport à celle de 1912) qui reste une législation d'exception : avec titres de circulation obligatoires. Le droit de vote ne leur est pas facilité, loi Besson (aires) pas appliquée, l'habitat caravane pas reconnu et en matière d'aide sociale ils sont souvent renvoyés vers assoc spécialisées : mieux accueillis mais les éloigne du droit commun.

La question dépasse le travail social et interroge notre modèle républicain

**Accès aux droits sociaux des populations tsiganes**

Ed. ENSP – 24 €

---

## Etudiants AS : un « labo » pour faciliter la recherche de stages d'intervention collective

ASH du 21 décembre 2007 – pp. 35-36

LRTS Montpellier a créé un labo ISIC (intervention sociale d'intérêt collectif) : espace d recherche pour réflexion partenariale sur cette pratique et il est demandé aux étudiants de proposer des actions collective sur les terrains de stage. « **cette manière de travailler en collectif s'installera dans la mesure où les étudiants en seront porteurs** »

☎ 04 67 07 02 40

## La gouvernance du champ social et médico-social en question

ASH du 07 décembre 2007 – pp. 29-31 + 38

Fédération nationale assocos directeurs établisst (Fnades) invite les directeurs à dénoncer dérives de la nouvelle gouvernance (entretien avec son Pdt)

S'inquiètent notamment des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) : avec cette dotation globalisée commune à plusieurs établissements et services, crainte d'assocos gestionnaires et séparation action /son financement. Quid du directeur? [jacques.tene@wanadoo.fr](mailto:jacques.tene@wanadoo.fr)

Crainte de la perte de la triangulation usagers – assocos – Etat dans laquelle les assocos font remonter les besoins qu'elles connaissent. Au lieu que les contrats se passent à deux. Faudrait-il inventer de nouveaux espaces? [a.minet@apajh91.org](mailto:a.minet@apajh91.org)

+ <http://etatsgeneraux.fnades.fr>

**A noter** : un guide méthodo de la FGAS pour encourager les signatures des CPOM

[www.travail-solidarite.gouv.fr](http://www.travail-solidarite.gouv.fr)

## Insertion sociale : A Chinon les personnes handicapées se forment à l'autonomie

ASH du 21 décembre 2007 – pp. 37-38

L'Institut du Mai, ouvert en 96, propose aux adultes handicapés moteur un apprentissage progressif de la vie autonomie. Vie en studio au sein de l'institut, période de transition dans un appartement de Chinon et puis installation définitive dans une autre ville. « Plus une logique d'entreprise que de foyer de vie » : ergothérapie, apprentissage des gestes élémentaires mais aussi des loisirs. La motivation doit être sans faille, d'un bout à l'autre : « nous leur en demandons beaucoup »

☎ 02 47 98 16 00

## Dossier Professions Sociales et Etablissements

ASH - 30/11 & 07-14-21 /12/07 – 07 319 - 12



*Comme si le secteur s'était mis un peu en vacances; se lit donc facilement. Ce n'est pas une raison pour zapper complètement... Le portail est très bien fait par exemple et peut vous faire gagner du temps si on vous demande des renseignements.*

Portail sur les métiers du social et de la santé

[www.metiers.santesolidarites.gouv.fr](http://www.metiers.santesolidarites.gouv.fr)

Une plateforme aussi au 0825 042 042

Infos sur formations, débouchés, écoles, VAE

### Evaluation

Programme de travail de l'ANESM pour 2008

Editer 15 recommandations de bonnes pratiques

**7 transversales** (par catégorie d'établissements et services)

**8 spécifiques** : 2 par secteur d'intervention

**Personnes en situation d'exclusion** : expression et participation usagers; mise en œuvre du droit continuité hébergement

**Enfance / adolescence en danger** : seront traités prévention et gestion violence en établissement, relations avec les familles et exercice de l'autorité parentale dans le cadre d'un placement

Préparer mise en place des évaluations

Valider outils et notes (de l'ancien CNESMS) et **réaliser une 2<sup>e</sup> version du guide de l'évaluation interne** avec les « **points de passage obligés** » par catégories d'établissements

Travailler en partenariat

Collaborera avec la HAS et l'Agence nationale des services à la personne : guide évaluation qualité

### Métiers

**Animateur en centre social : un métier aux profils divers et mal reconnu**

**L'Observatoire emploi formation** de la branche tente de définir ce métier à partir base de données (15 000 entrées) + des entretiens : tâches, missions et perception qu'ils ont de leur métier

Compétences communes (animation, organisation d'activités) + savoir-faire spécifiques variables

Se sentent insuffisamment reconnus par les habitants et les pouvoirs publics

**Près de 50 % pensent à changer de secteur** : attirés par culturel / événementiel ou psycho, humanitaire, fonction publique territoriale...

[www.cpnf.com](http://www.cpnf.com) - observatoire ; dossier publications

**Limitation de l'accès des étudiants étrangers aux écoles d'éducateurs belges validée pour 5 ans**

Communiqué IP/07/1788 CE / 28/11/07

Belgique avait imposé quotas (notamment ES) car les étudiants étrangers repartent et eux connaissent une pénurie dans certaines professions sociales

Elle a 5 ans pour « fournir données sup » sur ces pbs de « couverture territoriale »

## Eléments sur le handicap

ASH – 07-14-/12/07 – 07 324 – 12

Le Monde – 08/12/07 – 07 324 - 12



*Il y loin des paroles aux actes certes ce pourrait être une réaction à l'ensemble de ce dossier. Mais on pourrait dire aussi qu'il y a des paroles fortes: lisez donc l'article sur la situation des artistes et nous recommandons le lien.*

**Le Comité d'éthique dénonce la « situation dramatique » des personnes autistes**

Constitue une « maltraitance par défaut »

Dénonce tendance à penser que « **reconnaissance symbolique d'un droit peut tenir lieu de substitut à un accès réel à ce droit** » (ex. loi 2005 et scolarisation des enfants handicapés)

Concerne 60 à 100 00 enfants et en 2004 7 000 places en structures spécialisées (délais d'admission 2/3 ans). 3 000 enfants en Belgique. Encore plus dramatique pour les 300 à 500 000 adultes concernés

Recommande augmentation nb centres diagnostic, effort de formation pour enseignants et AVS, et accompagnement des familles, structures à taille humaine, et appartements à proximité familles

Dispo sur [www.ccne-ethique.fr](http://www.ccne-ethique.fr)

**L'emploi des travailleurs handicapés dans le privé continue sa lente progression**

**2005 : + 3 % par rapport à 2004** ; mais + 2,5 % si on parle en ETP

**Au prorata de leur durée de travail**, handicapés représentent 2,7 % de l'effectif salarié total de leurs établissements : aucun changement par rapport à 04

DARES/Infos 49.2 / [www.travail-solidarite.gouv.fr](http://www.travail-solidarite.gouv.fr)

**Diffusion d'un modèle de convention formalisant collaboration service public emploi / MDPH**

Lettre-circulaire DGEFP - 30/10/07 à paraître BO

**L'offre de vacances et de loisirs intégrés doit être développée**

Une charte a été signée (97) ; 75 organisations y adhèrent. \* **Secrétariat charte au 01 44 95 81 20**

**A noter** : dans le dossier *Actions Sociales* un article sur l'Institut du Mai (Chinon)



## La loi relative à la maîtrise de l'immigration, l'intégration et l'asile (suite et fin)

ASH – 07/12/07 – 07 324 - 12



*Voilà, vous savez où se trouve le dossier ; nous détaillons peu les chapitres qui nous paraissent loin de vos besoins professionnels immédiats.*

### Loi 2007-1631 du 20/11/07, J.O. 21/11/07

- \* Mesures concernant le maintien en zone d'attente ou en rétention administrative
- \* Ajustements en matière d'éloignement
- \* Dispositions relatives à l'immigration pour motifs professionnels
- \* Autres mesures
- Accompagnement personnalisé pour réfugiés
- Création carte résident permanent
- Fichier pour contrôler l'octroi de l'aide au retour
- Acquisition nationalité française

## Un choix parmi les textes parus

ASH-30/11+07-14-21-28/12/07+ 04/01/08 – 07 314



*Comme chaque mois, pour aller plus vite et directement sur des choses qui vous concernent ou tout au moins qu'il vaut mieux connaître... pour pouvoir chercher... les lois de finances par exemple*

- Lois De finances pour 2008
- 07-1822 – 24/12- JO 27/12/07
- Lois De finances rectificative pour 2007
- 07-1824 – 25/12- JO 28/12/07
- \* Loi de financement sécurité sociale pour 2008
- 07- 178 -19/12– J.O. 21/12/07

### Circulaires

- \* **Relative à l'information des ressortissants étrangers en cas de détention et au droit de visite de leurs autorités consulaires**

- DAP-PMJ4 - 18/09/07 (BOMJ 2007-5, 30/10/07)
- \* **Relative à l'information sur l'acquisition de la nationalité française que doivent délivrer les établissements scolaires aux élèves nés en France de parents étrangers**  
n° 2007-171 – 13/11/07 (BOEN n° 42, 22/11/07)
- Décrets**
- \* Habilitant de nouveaux départements à expérimenter le RSA et l'accès simplifié aux contrats de travail aidés  
07-1879 - 26/12/07, J.O. 30/12/07
  - \* **Relatif au fonctionnement des écoles de la 2<sup>e</sup> chance**  
07-1756–13/12/07 – J.O. 15/12/07
  - \* **Relatif à la carte de séjour « compétences et talents »**  
07-1711–05/12/07 – J.O. 06/12/07
  - \* **Relatif à l'Observatoire national sécurité et accessibilité des établissements d'enseignement**  
07-1722–06/12/07 – J.O. 08/12/07
- Arrêtés**
- \* **Relatif à l'accessibilité des bâtiments neufs**  
du 30/11/07 – J.O. du 19/12/07
  - \* **Relatifs aux plans comptables applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux publics et privés**  
des 10&12/12/07 – J.O. du 26/12/07



## Chômage : infos

ASH – 07-14 /12/07 & 04/01/08 – 07 325 – 21

Le Monde – 12/12/07 – 07 325 - 21



*Les nouveaux indicateurs sont décidément plus intéressants que les anciens, et donnent une cartographie des « chômeurs », simplement comptés jusqu'alors : un peu abstraits si l'on ose dire. Quant à la fusion ANPE/Unedic, projet consultable sur Internet*

### Baisse du chômage mais hausse du sous-emploi

Insee : **chômage à 7,9 % au 3<sup>e</sup> trimestre 2007** en France métropolitaine (8,3 % avec DOM)

Moins 0,2 point par rapport trimestre précédent et moins 1 point en 1 an

Chiffre établi selon définition du BIT (nb de chômeurs rapporté au nb de personnes actives, en emploi ou au chômage)

Pour trouver taux < 8 % il faut remonter à fin 2002

**Question du sous-emploi**, (soit personnes en emploi à temps partiel, souhaitant travailler plus et étant prêtes à le faire -BIT) : **5,6 % des personnes ayant un emploi** sont dans ce cas.

Insee : **la part du sous-emploi « augmente depuis le début**

## 2006, soit depuis le début de la baisse du chômage »

« Halo du chômage » : soit personnes « sans emploi et souhaitent travailler ». Représente 5,7 % des 15 ans et plus (soit 2,8 millions de personnes)

Cette nouvelle catégorie regroupe plus de personnes que les chômeurs au sens BIT (« recherche active d'emploi »)

Infos rapides 349 – [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

## Nouvelle baisse du nb de chômeurs inscrits à l'ANPE en octobre

Moins 1,2 % en 1 mois (- 9,8 % en 1 an)

Moins de 25 ans : moins 1,3 %

Recul également chômage longue durée et seniors

DARES/ Infos 49.1/ [www.travail-solidarite.gouv.fr](http://www.travail-solidarite.gouv.fr)

## Nouvelle baisse en novembre

Moins 0,7 % en 1 mois (- 9,6 % en 1 an)

Moins de 25 ans

moins 2,1 % en 1 mois et moins 113 % en 1 an

Baisse de toutes les catégories sur un an

DARES Infos 01.1./ [www.travail-solidarite.gouv.fr](http://www.travail-solidarite.gouv.fr)

## Fusion ANPE / Unedic sur les rails

Projet présenté en Conseil ministres le 06/12

Faciliter démarches usagers, réseau polyvalent pour palette de prestations plus large

Nouvelle institution issue de la fusion exercera l'ensemble des missions du service public

Financée Etat & Unedic: distinction entre dépenses indemnisation et dépenses actives d'intervention

Transfert recouvrement cotisations aux Urssaf

Autres mesures

Création Conseil national de l'emploi : veillera à la cohérence des politiques et émettra un avis

(Se substituera au comité supérieur de l'emploi.)

Au niveau régional un conseil de l'emploi sera institué : faciliter coopération entre les acteurs

Projet loi & exposé motifs sur [www.minefe.gouv.fr](http://www.minefe.gouv.fr)

A noter : projet dénoncé par 4 syndicats et les 4 organisations de chômeurs « contraire aux intérêts des chômeurs »

## Informations du mois

ASH – 07-14-21/12/07 – 07 337 - 21



*Lisez la « petite » info sur contrats aidés et associations, il faut lire voilà. Quant au reste, c'est peut-être nous qui attendions trop mais les réflexions du Collectif Alerte nous déçoivent un peu*

Voir ci-dessus mesures prévues dans projet de loi sur la fusion ANPE / Unedic

**Contrats aidés : les associations devront-elles se contenter des restes ?**

CPCA : courrier Mme Lagarde et à M. Hirsch après réunion programmation 08 secteur non marchand

Sur 230 000 contrats programmés (contre 260 000 prévus initialement en 07 et + 300 000 financés)

25 % : « sanctuarisés » pour IAE

EN, hôpitaux et communes devront formuler leurs demandes (présenter garanties c/ formation)

Le reliquat de l'enveloppe ira « aux autres employeurs » : catégorie floue et pas même un minimum de prévision chiffrée...

CNIAE : se réjouit d'avoir un contingent réservé mais rappelle sa préférence pour une aide au poste

Le collectif Alerte et les partenaires sociaux livrent le fruit de leurs réflexions sur l'accès à l'emploi

« Constats partagés » sur obstacles retour emploi

**Approfondir réflexions pour modifier les représentations**, développer expérimentations et partenariats, utiliser « atouts de la proximité »

**Objectifs** : faciliter coopérations acteurs économiques / sociaux ; bilan partagé de la situation, encourager bonnes pratiques, évaluation

**Pour améliorer l'employabilité** : remédier aux sorties de formation sans savoirs fondamentaux, mettre accent sur formation et reconversion

**Demandent à l'Etat** : politique « persévérante » et renforcement avec collectivités territoriales de la proximité

**logique simplification accès aux droits**

**Sécurisation des personnes** : valoriser étapes IAE, VAE... + « accompagnement personnalisé »

**Traiter difficultés sociales « engager le débat sur la responsabilité sociétales des entreprises »**

**Changer l'image des petits métiers**

**Désirent mobiliser l'opinion publique et demandent opérations de communication**

Une initiative de l'ADIE pour les jeunes des quartiers à Bordeaux, Lille-Roubaix-Tourcoing, Lyon, Marseille, Paris et Toulouse

**Programme Créajeunes** : accompagnement du porteur du projet, et possibilité d'une bourse 500 € (préparation dossier avant attribution microcrédit)

[adie@adie.org](mailto:adie@adie.org)

## Dossier Minima sociaux

ASH – 14- /12/07 & 04/01/08 – 07 339- 21



*Très intéressant ce sondage ; vient utilement recouper les informations qui montent de toutes part sur le phénomène des travailleurs pauvres et confirmer s'il en était besoin les effets pervers des dispositifs. Et puis chiffres sont à la baisse, ... et une autre enquête disponible, tout à fait différente*

**La majorité des Rmistes n'attendent qu'un emploi pour sortir de l'assistance**

Sondage commandé par M. Hirsch (TNS Sofres)

64 % travaillent ou « pourraient travailler immédiatement si on leur proposait un emploi »

25 % travaillent mais 15 % affirment que leur rémunération ne leur permet pas de sortir du RMI.

M. Hirsch : « une grande partie de ces personnes ne sont pas éloignées de l'emploi, c'est l'emploi qui s'est éloigné d'elles (...) le système s'est emballé et a enfermé dans ses filets une population à qui il n'était pas destiné »

32 % des sans emploi : dénoncent absence de proposition ; 27 % emplois « qui ne conviennent pas » : pas adapté aux qualifications (39 %), de trop courte durée ou pas assez bien payé pour être sûr d'y gagner (19 %), revenant aussi cher que le gain – garde d'enfants, transport etc. (19 %)

Besoins pour pouvoir travailler : moyen de transport 20 % ; formation 16 % suivi médical 11 % ; incitation financière 8 % , garde enfants 5 %

9 % pensent ne jamais pouvoir retravailler. (+ 50 ans, 4 enfants et ...) et 21 % estiment avoir pbs à régler avant de travailler (surtout femmes seules)

M. Hirsch : « il faut recentrer les efforts en matière d'insertion sociale sur [ce tiers] »

RSA : 17 % « voient bien de quoi il s'agit », 23 % en ont entendu parler et quand on leur explique la mesure, 86 % estiment que cela encourage à reprendre une activité professionnelle

« Grenelle insertion » : devrait « préparer au retour emploi les personnes qui n'ont pas travaillé depuis longtemps » 42 % ;

« accompagner les personnes les plus en difficulté lorsqu'elles reprennent un emploi » 37 % ; « améliorer l'accès à la formation des personnes sans qualification » 35 %

Au-delà de l'emploi

**Plus de 80 %** ont l'intention d'aller voter pour les municipales mais 61 % disent ne pas s'intéresser à la politique (contre 43 % en population générale)

« Il n'y a pas d'apartheid civique »

Sondage dispo sur [www.grenelle-insertion.fr](http://www.grenelle-insertion.fr)

### Chiffres du RMI au 30 septembre 2007

1,18 millions d'allocataires ont perçu le RMI

**Soit une diminution de 1,6 % par rapport au 2° trim. et de 7,2 % sur un an**

Reflète avec le décalage habituel l'amélioration du marché du travail.

**Le nb d'ouvertures de droit** est le plus bas enregistré depuis début 2005.

**117 000 Rmistés bénéficient** d'une mesure d'intéressement, soit 19 % de moins sur un an

Les personnes ayant repris récemment un emploi sont en moyenne plus jeunes que l'ensemble des allocataires et plus récemment inscrites dans le dispositif (même si l'embellie concerne toutes cat.)

### « L'installation durable dans les minima sociaux : le cas d'allocataires en début et en fin de parcours professionnel »

Les allocataires installés forment un groupe très hétérogène. On constate une grande différence entre ceux qui disposent d'un soutien familial (souvent hébergement) et les autres qui ont du mal à survivre

Lettre ONPES n°2 – [www.inegalites.fr](http://www.inegalites.fr)



## Informations du mois

ASH – 07-14-21-28 /12/07 – 07 331 – 22

Le Monde – 13/12/07 – 07 331 – 22

☺ ☹

*Beaucoup de choses: du côté de la location d'abord et puis du logement social. Lisez donc la préfiguration des débats à venir. Mais nous aurions aimé des précisions chiffrées permettant d'avoir une idée des valeurs relatives (sous-occupation, surloyers...). DALO s'installe et entraîne des remises à jour. Attachez-vous dans ce cadre à la définition des catégories de demandeurs prioritaires.*

### Le projet de loi pour le pouvoir d'achat

Adopté en 1° lecture par l'Assemblée le 20/12

### Indexation des loyers sur l'inflation

Pour les contrats nouveaux et en cours

### Dépôt de garantie limité à un mois de loyer

Contre 2 actuellement. A compter publication loi Convention (21/12 ) Etat/ Organismes 1°

**Toute personne** « qui loue un logement pourra souscrire un Locapass auprès du 1 % qui fera une avance pour le dépôt de garantie avec prêt à 0 % »

Au-delà des publics relevant du 1 % : « étudiants, chômeurs, retraités depuis 5 ans, moins 30 ans... tous les Français aux ressources modestes » pour qui l'entrée en location est une dépense lourde

Fera l'objet d'1 amendement à loi pouvoir d'achat

En sécurisant les bailleurs, le ministère espère « **contribuer à augmenter l'offre** »

**A noter** : M. Sarkozy évoque la « **mutualisation des risques pour tous** » alors que la GRL (01/07) ne devait s'appliquer qu'aux locataires ne présentant pas critères solvabilité exigés

### Logement Social

**\*Etat et secteur HLM signent un accord « relatif aux parcours résidentiels des locataires et au développement offre logements sociaux »**

Objectif de cession annuelle de 40 000 logements

Revient à multiplier par 7 le nb de ventes annuelles

Cet objectif ne devrait être atteint que d'ici 2009 /10

**Le stock total de logements mis en vente** ne pourra dépasser le nb de nouveaux logements sociaux financés dans l'année et **les ventes seront interdites** dans communes défaillantes sur art. 55

Volonté d'accroître la mobilité dans le parc social

**Pour remédier aux sous occupations et revenus supérieurs aux plafonds**

**\* Tous les 3 ans** la situation de chaque ménage sera réexaminée.

**Prévoit** « aménagement du droit au maintien dans les lieux vers droit au maintien dans parc social »

**M. Sarkozy** estime que **400 000** logements occupés par locataires dépassant plafond ressources ; **augmentés à hauteur d'un « loyer de marché »**

**M. Sarkozy** : a demandé à Mmes Boutin et Lagarde de mettre au point un « régime unique d'aide à l'investissement locatif » avec « avantages fiscaux proportionnés aux avantages sociaux »

### Réactions

**Cl examen tous les 3 ans** : USH précise qu'il sera fait de manière pragmatique « en tenant compte des situations et des taux d'effort des ménages »

**Cl surloyers CLCV** s'oppose aux renforcements. « 93% locataires ont revenus inférieurs à [des] plafonds [qui] ont évolué moins vite que le coût de la vie ». Ferait « encore reculer mixité économique et sociale » sans pallier le manque de logements

**\* M. Fillon annonce l'extension de la distribution du livret A à toutes les banques** (Commission européenne).

Réforme validée courant 1° semestre 2008 pour une application autonome 08 ou 01/01/2009

S'accompagnera d'une réforme du financement logement social et d'une modernisation cadre juridique de l'accessibilité bancaire (souvent assurée par livret A pour les ménages modestes)

**Déclaration commune ADF /AMF / USH / Uniopss / FNARS / FAPIL / Fondation Abbé-Pierre** : demandent au Pdt de la République de maintenir le recours engagé contre la décision de la Commission européenne et d'examiner « sereinement » l'avenir financement des logement social et épargne populaire

**Augmentation des loyers HLM : les recommandations du ministère du logement**

Circ. 07-58 du 26/10/07, B.O. ATEM 21 - 25/11/07

**Demande aux préfets** : demander 2° délibération pour hausse supérieures à 2,7 % et se fonder sur justifications apportées pour hausses anormales

**Plafonds de ressources au 1° janvier 2008**

Arrêté du 3 décembre 2007, J.O. du 13/12/07

### Autour de La Loi DALO

**Composition et fonctionnement des commission de médiation**

Décret n° 07-1677 du 28/11/07, J.O. 29/11/07

C'est le 1° texte d'application de la loi

Une commission de médiation doit être installée dans chaque département au plus tard au **01/01/08**

Détaille **composition**, et **procédure saisine**

**Demandeurs considérés prioritaires** (devant être de bonne foi et satisfaire aux conditions d'accès au logement social.) sont les personnes qui :

1. Sans proposition adaptée dans le délai fixé par le préfet
2. Sont dépourvues de logement
3. Sont logées dans locaux impropres à l'habitation
4. Ont fait l'objet d'une décision d'expulsion
5. Sont hébergées dans 1 structure en continu depuis plus de 6 mois (ou logement transition 18 mois)
6. Sont handicapés ou avec à charge personne handicapée ou 1 enfant mineur et occupent logement impropre (sécurité, surface...)

**Délais de réponse** : 3 mois pour la commission et 15 jours pour les maires concernés

Pour non-réponse à une demande d'accueil dans structure hébergement, 6 semaines + 6 semaines pour préfet. Au-delà, recours contentieux possible

### **Toiletage réglementaire autour du système d'attribution des logements sociaux**

Décret n° 07-1677 du 28/11/07, J.O. 29/11/07

**L'attestation d'enregistrement d'une demande doit mentionner le délai à partir duquel peut être saisie la commission de médiation**

Détaille obligations de transmettre annuellement infos statistiques au préfet qui les transmet à la commission de médiation et au PDALPD

### **Nouveau cadre réglementaire pour les plans départementaux d'action pour le logement des personnes défavorisées (PDALPD)**

Décret n° 07-1688 du 29/11/07, J.O. 01/12/07

Suite loi engagement national pour logement

Elaboration, contenu, instances locales....

Il doit définir mesures **c/contribution du fonds solidarité logement** : permettre accès au logement (notamment des demandeurs prioritaires DALO)

### **Lutte contre les marchands de sommeil**

**Mme Dati** : annonce désignation « magistrats référents » pour les questions logements insalubres

Seront interlocuteurs pouvoirs publics et assoc

## **Question des sans abri : conférence de consensus et contrat d'objectifs en vue**

Le Monde – 06-17-18/12/07 – 07 322 – 22

ASH – 07-21/12/07 – 07 322 – 22



*1 article et 4 grandes pages qui reprennent bien sûr, qui insistent mais qui innovent aussi. Les « oasis urbaines », c'est une autre démarche que des arrêtés interdisant aux SDF les centres des villes.... Dans l'ensemble nous vous recommandons ce résumé où l'on voit nettement comment les avancées récentes (DALO, PARSA) permettent à leur tour de déplacer les bornes du questionnement. C'est bien. Et dans la foulée l'illustration à suivre ....*

### **Résultats de la 1<sup>o</sup> conférence de consensus**

Portée depuis 1 an par la FNARS, s'est tenue 23-30 novembre. Contributions devant un jury de 16 personnes (juristes, philosophe, ...)

**FNARS** : « Depuis quelques années l'Etat n'a cessé d'accroître les moyens consacrés à l'hébergement mais il y a toujours autant de personnes visiblement à la rue (...) **il faut que chacun accepte de porter un regard critique sur ce**

**qu'il fait »**

**Sortir du « consensus compassionnel », remettre à plat le système, définir moyens et méthode d'une « politique publique durable »**

Connaissance du public

**L'Insee** recense 86 000 personnes « sans domicile » (n'inclut pas hébergement chez tiers, squats...) : on estime à **220 000 le nb de sans-abri**, dont 64 % d'hommes, 50 % de 18/34 ans et 33 % en emploi

Manque de connaissance **sur facteurs conduisant à la rue ou permettant d'en sortir : les SDF ne constituent pas un groupe social ; hétérogènes.**

**CNRS** : « on confond les effets et la cause (...) on s'intéresse à l'état présent de la personne en obérant son parcours social » : au lieu que « **la notion d'exclusion du logement** » (Feantsa) permet **d'observer les « logiques de décrochage »**

Demande d'**observation** : études longitudinales sur les trajectoires, enquêtes épidémiologiques

Pb d'hébergement et politique de logement

**Ftton Abbé-Pierre** : en 06 24 % du parc accessible aux 2/3 des ménages aux ressources les plus faibles. Combien de temps pour mise en œuvre DALO ? 600 000 ménages sont concernés ... pour 60 000 logements (contingent préfectoral). **L'hébergement comme « amortisseur à la crise du logement » ?** Et avec séjours plus longs **le PARSA engorge dispositif** d'hébergement...

Les acteurs ont dénoncé faillite de l'Etat providence et empilement des dispositifs (même DGAS)

Question de l'accueil

Parlé du déficit de reconnaissance des accueils de jour et de la trop faible professionnalisation des maraudes ; insisté sur **inconditionnalité** accueil (toxicos, psy...)

**Emmaüs** : « **engagement éthique à accueillir l'autre tel qu'il est** », conditionne le lien social.

**Demande la reconnaissance d'un « droit au recommencement »** : le parcours vers est insertion long, pour **en finir avec phénomène de « porte-tournante »** (allers-retours entre rue et hébergement). **Ne pas faire reposer la prise en charge sur « l'injonction au projet »**

**Repenser l'espace public** : créer des « **oasis urbaines** », lieux au cœur de la ville où toute personne peut se reposer, se laver, se nourrir (existe dans d'autres pays européens)

Cinq conditions pour réussir

- Respect de la dignité des personnes
- Diversification des réponses
- Unité des politiques
- Accueil inconditionnel
- Complémentarité des dispositifs à l'échelle des bassins de vie

« **Une politique ambitieuse de réduction drastique du nombre de ces personnes vivant sans toit est possible** »

Il faut des moyens, mais aussi une volonté politique

### **L'Etat et les associations devraient s'entendre sur un contrat d'objectifs**

Le 1<sup>o</sup> Ministre a reçu le 18 décembre 8 assoc : rendez-vous est pris au 15 janvier pour la signature d'un « contrat d'objectifs et de résultats »

En s'appuyant sur recommandations comité suivi loi DALO (cf. RVP 10) & conférence consensus

Les assoc ont souligné (cf. RVP 11) les lacunes

PARSA volet hébergement

Des progrès restent à faire en termes qualitatifs mais quantitativement avec 6 000 places de stabilisation et 4 500 places de CHRS c'est OK

PARSA volet logement

**Nb logements réservés** ou conventionnés pour sortants de CHRS : pas conforme au plan. 1 000 sur 7 000 promis. 33% personnes vivant en CHRS pourraient prétendre à un logement et libérer des places : la pénurie de logement les bloque là.

**Idem transition** : logis-relais & maisons-relais

Sur l'ensemble de 2 volets à la fin de l'année

**il manque 13 000 places au minimum**

**Secours catholique** : le débat « ne devrait plus porter

aujourd'hui sur la simple mise à l'abri (...) **question essentielle est le développement d'hébergements pérennes, stables et dignes** »

**Objectif** : définir politiques publiques cohérentes

**FNARS** le contrat devra fixer : méthode, calendrier, obligations résultats chiffrés et pilotage précis

**Fondation Abbé-Pierre** : « le constat est partagé (...) **il faut que le gouvernement s'approprie ce diagnostic, le traduise en mesures** »

**M. Fillon** : n'exclut pas un correctif budgétaire **courant 2008**

**Mme Boutin** : charge le Pdt d'Adoma d'une mission ; faciliter coopérations pour maisons-relais

**Un accord est intervenu le 14/12 entre DAL et le gouvernement pour les 374 familles installées rue de la Banque**

**Protocole signé avec ministère logement** : « les solutions de relogement seront trouvées de façon progressive, dans le délai le plus court possible, courant 2008 »

**Ministère** : « l'Etat ne renouvellera en aucun cas un accord de ce type si de nouveaux campements urbains étaient organisés »



## Santé, précarité, politique de la ville : des éléments

ASH - 30/11 & 07/12/07 – 07 316 - 23



*Le mérite de (re)centrer l'attention sur un outil... avec un lien si besoin / envie y sont. Quant au reste... santé et précarité nous remarquons que cela revient de plus en plus souvent. Nous vous le faisons remarquer et il faut sans doute s'en réjouir... car ce n'est pas en parler qui le renforce !!*

**Conseil national des villes** : les « ateliers santé ville » sont un outil indispensable pour le volet santé de la politique de la ville (avis du 26/09)

**Déploiement géographique** « extrêmement contrasté » dans et hors territoires politique ville. Dépend « engagement collectivités territoriales »

**Contenu très variable** : de la simple coordination à la maîtrise d'œuvre

Et « **apport spécifique et majeur de la démarche ASV** » reconnu par l'ensemble des acteurs

Propositions

Pour pérenniser et poursuivre l'articulation entre politique de la ville et droit commun

**Que soit obligatoire un ASV par contrat urbain de**

**cohésion sociale.**

**Que tout plan régional santé publique** s'y réfère (élaboration plan local santé publique)

**Que les ASV concernent toute la population de la ville** : précarité et nonaccès aux soins ne sont pas le fait des seuls quartiers politique de la ville

**Intégrer aux ASV les politiques de prévention en santé mentale** : ils peuvent « devenir le conseil de santé mentale de la ville, voire du secteur »

Avis dispo sur [www.ville.gouv.fr/infos/cnv/](http://www.ville.gouv.fr/infos/cnv/)

### La santé des plus pauvres - INSEE 1° - n° 1161

Les personnes aux plus bas revenus sont 2 fois plus nombreuses à juger que leur santé est « mauvaise » ou « très mauvaise » que le reste de la population

Et ceci avec une moindre consommation médicale

22 % d'entre eux n'ont pas de complémentaire (7 % dans le reste de la population)

Surreprésentation de pbs dentaires (y compris chez les enfants) et moindre recours à la prévention

Dispo sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

### Infos CNAF sur CMU-C

Au 30/06/07 : plus de 4,47 millions de titulaires de la CMU – C dont 25 % bénéficiaient aussi de la CMU « de base »

Plusieurs tableaux donne vue d'ensemble : répartition géographique et mode de couverture

Dispo sur [www.ameli.fr](http://www.ameli.fr)

## Lutte contre le sida : actions et dépistage

ASH - 30/11/07 – 07 315 - 23



*Un point... et un lien pour vous tenir informés.*

**Mme Bachelot présente les actions prioritaires pour 2008....**

**En 2006 6 300 personnes ont découvert leur séropositivité**, soit une légère diminution.

**Etendre généralisation de préservatifs à 20 cts** : et notamment en grandes surfaces, en élargir la gamme et favoriser le préservatif féminin

**Campagnes nationales de prévention** : prendre en compte l'augmentation des pratiques à risques et lutte contre début de lassitude face à ces messages

**Lutter contre diagnostics tardifs**

**Expérimentation tests rapides sanguins** (soit réalisés auprès du patient) : lancée prochainement

« *L'infection à VIH/sida en France et en Europe* » [www.invs.sante.gouv.fr](http://www.invs.sante.gouv.fr)

**... tandis que le CNS plaide pour une refonte du dispositif de dépistage**

Utiliser les tests rapides, mieux accueillir les populations à fort risque d'exposition ou les plus précaires et généraliser les propositions de tests dans les structures de santé



## Classement de l'OCDE : la France en recul

Le Monde – 05/12/07 – 07 320 – 24



*Ça se confirme : que faut-il faire ? Le débat de fond est-il seulement posé ? Consulter le lien peut être utile à ce niveau. Et c'est à suivre*

**Enquête PISA 2006** (Programme International pour le suivi des acquis des élèves) : confirme classement médiocre de la France (cf. 2000 & 2003).

**OCDE** teste ≈ 400 000 élèves de 15 ans dans 57 pays et cette année s'est centrée sur les sciences.

**Comme en 2003 Finlande en tête**

**France 19° des pays OCDE**

**25° de l'ensemble des pays concernés**

**2003** : France 10° place pour les sciences ; recule aussi en compréhension de l'écrit et mathématiques

**Lecture** : passe à 17° (14° en 2000)

**Mathématiques** : passe à 17° (13° en 2003)

**« C'est la proportion**

**d'élèves en difficultés qui augmente »**

Japon, Allemagne, Autriche, Suisse... ont engagé réformes suite aux classements précédents alors qu'en France PISA n'a pas eu beaucoup d'effet.

**Peut-être 2006** changera-t-il les choses : M. Darcos se réfère beaucoup aux études internationales et plaide pour un recentrage en primaire sur les acquis fondamentaux

[www.oecd.org/document](http://www.oecd.org/document)

## M. Darcos présente ses pistes pour les mois à venir et autres informations

ASH – 07-14/12/07 – 07 336 – 24

Le Monde – 13-14/12/07 – 07 336 – 24



*Rien de bien nouveau ; un récap. en forme de perspective. S'enchaîne-t-il avec le précédent ? Une bonne question mais il est de toute façon trop tôt, donc c'est à suivre.*

**Dès la rentrée 2008** : accompagnement éducatif après la classe proposé dans toutes écoles éducation prioritaire et dans celles qui en feront la demande

**Assouplissement carte scolaire** : va plus loin dans possibilité de dérogations ; favoriser mixité priorité aux boursiers sociaux, handicap... établissements ayant perdu + 10 % d'élèves auront recrutements

**D'ici 3 ans** : 2 500 places d'internats de réussite

**Réforme du « temps utile à l'école primaire »** : plus de cours le samedi (rentrée 08), soit 24 h enseignement obligatoire + 2 h complémentaires d'aide personnalisée élèves en difficulté

**« Reconquête du mois de juin »** : début session bac 08 le 16 juin (au lieu du 11) et 13 Dpts feront cours pendant tout le mois de juin (objectif à terme)

Intention rendre possible service minimum accueil dans les écoles (rentrée 08 pour les grèves)

### Viole ces à l'école

**Ministères EN & Justice** étendent à toutes les académies convention existant à Paris depuis 2004 ; qui « permet un traitement en temps réel des infractions à caractère pénal commises dans le cadre de l'institution scolaire »

**M. Darcos** : a demandé « **qu'un délégué du procureur soit désigné pour chaque établissement** scolaire, et que les équipes de direction n'hésitent pas à lui signaler » tous incidents à déplorer

### L'abandon des études supérieures sans diplôme

Un point sur cette question pour l'OVE

**Origine sociale et origines des parents sont des variables qui influent sur le décrochage**

25 % des étudiants quittent le supérieur sans diplôme, mais c'est le cas de 46 % des jeunes issus de l'immigration maghrébine

**Autre phénomène : les bacheliers qui ne s'inscrivent pas à l'université.** 67 % des bacheliers professionnels vont directement sur le marché du travail contre 6 % des bacheliers généraux.

*Col. Panorama des savoirs – Doc Française – 11 €*

**A noter** : le gouvernement débloque 730 millions pour la réussite à l'université, soit hausse de 43 % du budget dédié aux 3 premières années du cursus. **Objectif : diviser par 2 le taux d'échec en licence**

Refonte du contenu ; hausse nb d'heures de cours



**ASH – 07 318 - 31**

30 novembre & 14-28 décembre 2007

### Les incontournables

#### La protection de l'enfance



*Voilà ça existe et c'est bien. A vous de voir.*

Supplément juridique des ASH : présentation du dispositif applicable aujourd'hui ; étude des outils de prévention (PMI, ASE...) et de répression (contrat responsabilité parentale, mesures d'aide à parentalité), des procédures signalement, ...

+ **Point sur droits et prise en charge des mineurs étrangers isolés qui sont inclus désormais dans la**

## Logement et cohésion sociale. Le mal-logement au cœur des inégalités

*Une somme : à feuilleter, acquérir et même pourquoi pas, à lire !!! paraît de nature à faire comprendre ces mécanismes complexes. Et le suivant paraît bien intéressant aussi,*



Dire « crise » du logement est impropre : c'est une « **pathologie chronique** ». Détails d'un système pervers qui multiplie les exclusions. De l'offre chère en passant par les différents plans jusqu'aux données de la construction (en hausse mais en décalage avec les besoins et contribuant à la hausse des prix) : 800 000 logements manquants en 2006.

DALO « **avancée juridique indéniable** » mais crainte que les « prioritaires » soient orientés vers du temporaire, par pénurie de logement.

Etat + partenaires sociaux + collectivités locales : part consacrée au logement en 06 inférieure à 2% du PIB son plus bas niveau depuis 30 ans.

MM. Vanoni et Robert – Ed. la Découverte – 25 €

## Le logement précaire en Europe

Contributions à un colloque international - Nanterre 2005. Comparaisons dans le temps et l'espace des évolutions du logement social : le droit, sa mise en œuvre (avec contradictions), genèse et fonctions du précaire et notion de « dignité » de l'habitat du point de vue des intéressés.

Direction V. Laflamme Ed. L'Harmattan – 34 €

---

### Plus inattendu...

## Le droit et les jeunes d'origine étrangère. Une approche par genre des phénomènes de socialisation juridique



*Lisez la présentation de cette étude originale; peut donner des idées de recherche et confirmer des constats de terrain (on pense à la crise des banlieues). Nous aimons les angles de vue de ce type, auxquels on ne penserait pas forcément.*

Enquête en 2000 - Belgique (280 jeunes) : belges issus ou pas de l'immigration + autres nationalités. L'ensemble des jeunes a intégré la culture juridique du pays de résidence (pays de naissance pour 80 %)

**Mais à l'intérieur du groupes des jeunes d'origine étrangère, différences en fonction du genre et du milieu social.**

**Les filles :** ressemblent à leurs homologues belges. Elles construisent une « **identité juridique** » en phase avec pays de migration ; perspective d'avenir

**Les garçons :** oui si issus des classes moyennes ou

favorisées ; non s'ils vivent en milieu défavorisé. Là où stigmatisations sociale et raciale : **système juridique et judiciaire jugé injuste (tendance à investir dans religieux la confiance qui manque)**

Ne seraient pas parvenus au stade « post-migratoire » dont on parle pour les fille.

**Conclusion :** lutte contre discriminations raciales et pari que les filles élèveront leurs enfants de manière à ce que les différences par genre s'estomperont

I. Carles-Berkowitz – Ed. L'Harmattan – 26,50 €

---

## A connaître

### L'enfant de parents en souffrance psychique



*Jusqu'où aller dans une démarche par ailleurs inévitable ? C'est ce que nous décryptons dans la présentation et alors ce serait indispensable d'aller voir.*

Professionnels conduits de se soucier des parents, notamment pour prévenir. Questions sur le repérages et les limites des interventions, les partenariats, les risques d'abus...

« *Enfance & Psy* » n° 37 – éd. érès – 15 €

### Prostitution : réalités et prévention

60° anniversaire du Nid : colloque (11/06)

Replacer les réalités dans leur contexte, combattre les idées reçues et lancer le débat sur différentes formes de prévention, lutter contre le fatalisme

☎ 01 41 40 95 95

---

### Le Québec et la France



*L'étranger, l'autre : comment fait-il avec ses autres à lui ? Vous le savez, nous aimons... et ce n'est pas cher d'aller y faire un tour.*

La CNAF suscite un échange sur 5 thèmes : conciliation vies familiale – professionnelle

➤ pauvreté et minima sociaux

➤ immigration et famille

➤ vieillissement de la population

➤ approche collective, associative et communautaire de l'intervention sociale

Infos sociales 143 – CNAF – 5 € ☎ 01 45 65 57 06

### Le travail social mis à mal.

#### Le risque totalitaire

Deviendra-t-il « une entreprise de normalisation » ?

C'est la conviction des auteurs : loi 2002-2 « projet d'entériner une logique de marchandisation du travail social qui transforme la pratique en prestation de service et instrumentalise les usagers autour de l'impératif de l'objectif et du résultat ».

« *Propos outrancier (...)* qui risque de desservir leur cause »

Direction M. Avet – EFÉdition – 17 €



*Les questions religieuses embarrassent les municipalités et des réponses se mettent en place que nous tâchons de suivre. Débats d'hier mais aussi de demain, soyons-en persuadés.*

*C'est la brève de notre choix, et les autres sont à égrener, petites ou grandes nouvelles se côtoyant.*

---

## Le Monde – 07 327- 31

**La Ville de Gonesse (Val-d'Oise) propose un comité local d'éthique consacré aux questions religieuses et à la laïcité (11/12)**

Comment respecter les principes de laïcité, et contenter les différents confessions sans être soupçonné de clientélisme communautaire ?

Une charte devait être approuvée (10/12) : représentants principaux cultes, organisations laïques, acteurs sociaux ou parents d'élèves....

« Plutôt que de réagir au coup par coup, nous pourrions répondre dans la transparence »

---

## ASH du 30 novembre 2007 – 07 317 - 32

### Revenus des Etudiants

**Le CES : « faire du travail étudiant un atout »**

Possible sous « réserve d'un **volume raisonnable** » (moins 15 h hebdomadaires) et « régi par le droit commun »

Demande révision des aides sociales et pourquoi pas création « d'allocation d'étude remboursable »

Dispo sur [www.conseil-economique-et-social.fr](http://www.conseil-economique-et-social.fr)

**Bourses** : Mme Péresse anticipe de 6 mois la revalorisation prévue au projet loi finances 2008 pour les 100 000 étudiants les plus défavorisés

Ces bourses augmenteront de 7,2 % en janvier 08

**La loi Neuwirth 40 ans après : une révolution inachevée ? – Population et sociétés n° 439**

**Plus de 80 % des naissances sont planifiées**

Taux constant depuis les années 85.

Mais si l'on ajoute les naissances mal ou pas planifiées aux 210 000 IVG annuelles, on atteint un **taux de 36 % de grossesses « non prévues »**

[www.ined.fr](http://www.ined.fr)

**Le planning familial demande** : remboursement de tous les moyens contraception, développement de lieux d'information, amélioration de la formation des professionnels et une véritable éducation à la sexualité de tous les jeunes

**Les services à la personne – Comment ça marche ?**

---

## ASH du 07 décembre 2007 – 07 327 - 32

**La FEHAP demande mesures concrètes pour les ados en souffrance** – Soutient recommandations de la défenseure des enfants (cf. n° 11)

La Fédération établissements hospitaliers établit depuis longtemps « **constat alarmant** » : manquent 800 psychiatres 15 000 infirmiers en psychiatrie publique **et la demande augmente**

Défend **admission ados en pédopsychiatrie jusqu'à 18 ans et non 16** et plaide pour développement réseaux interdisciplinaires.

**Réduction des risques : une cinquantaine d'assoc dénoncent « revirement » de la MILDIT**

Lettre ouverte à son Pdt, M. Apaire. A refusé à l'assoc ASUD la subvention accordée chaque année pour organiser « états généraux des usagers de drogues et de la substitution » et dit « la substitution n'est pas une fin en soi, et il faut en sortir ».

Réduction risques pourtant reconnue par loi 2004 santé publique ; permis diminuer nb d'overdoses « **Seul l'abandon de l'abstinence comme norme unique a permis de sauver des vies** »

---

## ASH du 14 décembre 2007 – 07 338 - 32

**Installation du nouveau CSTS le 05/12/07**

Arrêté du 27/04/07, JO du 15/05/07

Mandature jusqu'en 06/09, présidé par Mme Létard

3 missions : Analyse de l'intervention sociale collective, réalisation d'une brochure valorisant le travail social et accompagnement des réflexions du « Grenelle de l'insertion »

Commission « Ethique et déontologie » réactivée

Sera sollicité pour participer à la préparation de la 1<sup>o</sup> Conférence nationale des formations sociales

**M. Sarkozy promet « réparation » aux harkis**

Et notamment sous forme d'un soutien aux enfants de harkis. Promis mesures pour mobiliser des moyens en termes de formation, accès emploi, logement & fonction publique.

**Chambres de veille : pas d'accord**

La jurisprudence de la Cour de justice demeure applicable : le temps de garde, même inactif, doit être considéré comme du temps de travail.

**Le nouveau Traité européen est signé à Lisbonne**

Les objectifs de l'Union comprennent **une série d'objectifs sociaux** : lutte contre discriminations, exclusion sociale, protection droits enfants....

**Clause sociale horizontale** : oblige à prendre en compte exigences sociales dans politiques et actions européennes

Ne porte en aucune manière atteinte à la compétence des Etats membres sur « **fourniture, mise en service et organisation** » de services non économiques d'intérêt général

Entrée en vigueur au plus tôt le 1<sup>o</sup> janvier 2009

Texte consolidé [www.assemblee-nationale.fr](http://www.assemblee-nationale.fr)

---

## ASH du 21 décembre 2007 – 07 345 - 32

**Le 119 change de nom « allô enfance en danger »**

Inclure les conditions éducatives défaillantes

Intervient pour plus de 11 000 enfants chaque année

[www.allo119.gouv.fr](http://www.allo119.gouv.fr)

## Le poids économique des associations

A augmenté de 15 % entre 99 et 05  
1 100 000 structures en activité dont 172 000 emploient des salariés (1 050 000 ETP) avec un budget cumulé de 59 milliards

Action sociale et santé sont des poids lourds, insertion pro et aide aux chômeurs sont plus récents

Stat Info 07-04 [www.jeunesse-sports.gouv.fr](http://www.jeunesse-sports.gouv.fr)

## La mesure des inégalités dans l'accès aux vacances compromise ?

**Alerte de l'OVLEJ** : les enquêtes Insee « Stat sur revenus et conditions de vie » (2007) n'informent plus sur les départs en vacances... alors que la dernière enquête ancien modèle (« conditions de vie des ménages ») de 2004 avait montré un accroissement important des inégalités pour les 5/19 ans. Demande au Conseil national stat d'y remédier

## Loi financement sécurité sociale 2008 : le Conseil constitutionnel valide les franchises

« Répond aux exigences constitutionnelles liées à l'équilibre financier (...) et en lui conférant un caractère forfaitaire le législateur n'a pas méconnu le principe d'égalité ». « Montant de la franchise et niveau des plafonds devront être

fixés par décret de façon telle que ne soient pas remises en cause les exigences du (...) Préambule de la Constitution » (La Nation « garantit à tous »...)

Articles censurés parce qu'ils n'étaient pas à leur place dans ce texte.

---

## ASH du 28 décembre 2007 – 07 347 - 32

### Les jeunes, force de propositions ?

Appel à projets de la fondation Dexia auprès des jeunes des missions locales

Qu'ils étudient besoins et attentes de la jeunesse de leur quartier pour proposer des « **actions concrètes et réalisables** » (participation, logement transports...) **Clôture le 29 février 2008**

Dossier sur [www.fondationdexia.france.org](http://www.fondationdexia.france.org)

### Assurance des malades - la convention AERAS : des progrès encore très relatifs, rapporte le CISS

Dans les projets examinés, 4 sur 5 rentrent dans les cas qui devraient trouver une solution.

46 % accord, 54 % refus ou ajournement avec motif médical dans 85 % des cas et toutes les réponses positives sont assorties d'une surprime

### Déficit d'information flagrant à tous les stades

Taux de satisfaction de demandeurs : 3 % ....